



De l'attaque de Gaza par l'armée israélienne aux manifestations pour le climat à Copenhague, **retour sur 2009 dans le monde.** BILAN PAGE 9



Olivier Maurel remet en question la violence éducative à l'égard des enfants. REGARDS PAGE 2



À l'approche de Noël, les revendications sur les **salaires** se multiplient. CAMPAGNE NPA PAGE 5

TOU est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

24 DÉCEMBRE 2009 | N°36 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

LUTTE DES SANS-PAPIERS

SUPPRIMONS LE MINISTÈRE DE LA HONTE!



29 novembre, Paris. 10 000 personnes manifestent en soutien aux sans-papiers en grève. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

La lutte des travailleurs sans papiers est exemplaire, parce qu'elle met en avant la question de la précarité et de la nécessité de lutter contre la mise en concurrence des salariés.



La grève des travailleurs sans papiers dure depuis plus de dix semaines. Elle touche environ 6000 travailleurs, dont près de 400 travailleuses dans l'aide à la personne, et concerne 2100 entreprises dont certaines en province. Elle est animée par une alliance d'organisations syndicales et d'associations antiracistes, ce qui est assez rare, et les deux forces syndicales les plus engagées et amenées à travailler ensemble

sont la CGT et Solidaires, ce qui est encore plus rare. Le gouvernement joue le pourrissement et l'épuisement des grévistes, puisque la circulaire Besson, lancée pour désamorcer le mouvement, est établie pour limiter son recul à un millier de régularisations. Il poursuit le harcèlement répressif, comme le 15 décembre à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où la police a évacué 60 travailleurs qui occupaient l'agence Randstadt. Dans un courrier à Xavier Darcos mi-décembre,

les syndicats et organisations considèrent la proposition du gouvernement comme « remarquablement vide et floue. Elle laisse une très large marge d'interprétation aux préfetures, dont l'arbitraire avait précisément été à l'origine de l'interpellation du Premier ministre... L'essentiel de nos revendications restent insatisfaites ». Les grèves et les occupations vont donc se poursuivre pendant les fêtes de fin d'année. Mais le problème des perspectives se pose inévitablement. SUITE DE L'ARTICLE PAGE 3

CPAM

SOUTIEN AU MÉDECIN DÉSOBÉISSEUR



Le docteur Didier Poupardin a été condamné par la Sécurité sociale pour n'avoir prescrit que des médicaments remboursés à 100% à des patients souffrant d'affection de longue durée (ALD). À travers cette condamnation, c'est la gratuité des soins et le système de santé solidaire qui est remis en cause par la Caisse primaire d'assurance maladie. Le soutien s'organise auprès du médecin, refusant de considérer les malades comme des sommes d'organes. LIRE PAGE 4

BOLIVIE MORALES FACE À LUI-MÊME

Avec 63% des voix lors des élections générales du 6 décembre, Evo Morales montre qu'il est toujours aussi populaire en Bolivie, et qu'il n'y a pas dans son cas d'« usure du pouvoir ». Reste à savoir quelle direction prendra la politique du président bolivien qui semble pour le moment enfermé dans un horizon « modernisateur », mêlant nationalisme et productivisme avec la volonté de réaliser un « grand bond industriel ». Majoritaire dans l'ensemble du Parlement, le pouvoir devra éviter certains dangers, comme celui d'une bureaucratiation. LIRE PAGE 8

ÉTAT DU FRIC POUR LES PATRONS

Sarkozy veut donner l'illusion de faire payer les responsables de la crise, à travers une taxe purement symbolique sur les bonus des traders. Mais dans la pratique, ce sont bien les plus pauvres qui sont sanctionnés. Les baisses de budget ne concernent que les secteurs vitaux de la société (éducation, recherche, santé), pendant que les plus riches sont exonérés d'impôts et que les bénéfices des grosses entreprises battent des records. LIRE PAGE 3



édito

Par Vanina Giudicelli

ANTICAPITALISTES ET ANTIRACISTES!

Les propos récents des dirigeants de l'État font système. Hortefeux à propos des musulmans : « C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes ». Sarkozy évoquant le résultat du référendum suisse sur la construction de minarets : « c'était l'illustration que les gens, en Suisse comme en France, ne veulent pas que leur pays change, qu'il soit dénaturé. Ils veulent garder leur identité ». Nadine Morano, lors d'un débat sur l'identité nationale, indiquant ce qu'elle attend « du jeune musulman » : « qu'il ne parle pas verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers ». Frédéric Lefebvre, apportant son soutien à Besson pour l'expulsion d'Afghans : « Alors que de nombreux pays du monde, dont la France, sont engagés en Afghanistan, qui pourrait comprendre que des Afghans dans la force de l'âge n'assument pas leur devoir? ». Chasse aux sans-papiers, stigmatisation des immigrés, islamophobie : l'offensive raciste du gouvernement fait partie intégrante de ses réponses politiques à la crise actuelle. Elle tente de désigner des boucs émissaires pour que les véritables responsables puissent maintenir leur domination. Le débat sur « l'identité nationale et la fierté d'être français » est un outil pour mener cette politique. La gauche sociale et politique doit contrer cette offensive. Les grèves actuelles de plus de 6000 salariés sans papiers s'inscrivent dans ce bras de fer. Elles méritent tout notre soutien et appellent à construire un mouvement de tous les salariés pour l'égalité et l'amélioration de nos droits. Cela exige de régulariser tous les sans-papiers. Cela exige aussi de supprimer le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale qui « a introduit dans notre pays un risque d'enfermement identitaire et d'exclusion dont on mesure, chaque jour depuis deux ans et demi, la profonde gravité » selon les termes d'un appel lancé par des chercheurs de l'EHESS. Le NPA soutient cet appel et la perspective de préparer des initiatives le 4 février, jour de la remise du rapport de synthèse du « grand débat sur l'identité nationale ». Nous y affirmerons massivement notre camp, celui de l'antiracisme et de la justice sociale.

27 ET 31 DÉCEMBRE, MARCHÉ POUR GAZA. Le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens organise une Marche de la Liberté pour Gaza, en commémoration de l'anniversaire de l'offensive israélienne qui a fait 1 400 morts palestiniens. Des marches auront lieu partout dans le monde, jusqu'au 31 décembre, dans Gaza.

8 JANVIER, ATTAC, CINÉ-DÉBAT. Projection du film *La Domination masculine*, suivie d'un débat avec le réalisateur Patric Jean, Jacqueline Pénit et Christiane Marty (commission genre d'Attac France) et l'Association 1001 Femmes de Conflans. RV le vendredi 8 janvier 2010 à 20h30 (prix : 6 euros), au cinéma Pandora à Achères (Yvelines), 6, allée Simone Signoret.

22-23 JANVIER 2010, LOUISE-MICHEL. Tables rondes sur le thème *Puissances du communisme* à l'Université Paris 8 - 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis. M° Saint-Denis Université. Pour tout renseignement : societelouisemichel@free.fr

TOUS LES MARDIS, NPA LOIRE-NORD. Le comité NPA Loire-Nord tient ses

permanences ouvertes au public chaque mardi de 18 heures à 20 heures, à Mably, Espace de la Tour. Lieu de débats et d'échanges, ces rendez-vous se veulent ouverts à toutes et tous.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Olivier Maurel (DR)

Propos recueillis par Pierre Vandevoorde

ENFANCE, FAUT-IL INTERDIRE LA FESSÉE ?

Olivier Maurel anime depuis 2007 l'Observatoire de la violence éducative ordinaire (oveo.org). Il a écrit plusieurs livres, parmi lesquels *La Fessée* (éditions La Plage, 2001) et *Oui, la nature humaine est bonne!* (éditions Laffont, 2009).

La proposition de loi Antier, comme la Palme d'or de Cannes au film *Le Ruban blanc*, montrent bien que la violence infligée aux enfants est devenue une question de société incontournable, mais qui divise profondément la société. Comment analysez-vous cette situation ?

Au milieu du XIX^e siècle, en France, frapper les enfants à coups de bâton paraissait encore normal. Pour nous, aujourd'hui, c'est de la maltraitance mais les gifles et les fessées paraissent encore normales à beaucoup de gens. L'évolution dans ce domaine s'est toujours heurtée à beaucoup de résistances.

Comment expliquez-vous qu'un nombre non négligeable de pédagogues, de psychologues et de psychiatres s'opposent à l'interdiction ?

Comme 80 à 90% des enfants, ils ont subi des punitions corporelles à un âge où ils ne pouvaient pas remettre en question leurs parents. L'enfant qu'ils étaient se sentait coupable. Et ils portent encore en eux cet enfant qui ne veut pas condamner le comportement de ses parents. D'autre part, les professionnels de l'enfance s'opposant à l'interdiction ont en commun de croire à la théorie des pulsions, selon laquelle l'enfant est animé de désirs de parricide, d'inceste et de meurtre. Cela correspond d'ailleurs parfaitement à ce que croit de lui-même l'enfant frappé : « Je suis mauvais ». Ainsi, cette théorie, d'ailleurs curieusement proche de celle du péché originel imaginée par saint Augustin (qui fut lui-même beaucoup battu à l'école), justifie le désir inconscient des enfants de ne pas accuser leurs parents.

Enfin, la plupart des professionnels de l'enfance sont très mal informés sur la réalité de la violence éducative que même les études les plus pointues et les rapports officiels sur la violence en général ignorent.

Quelle différence faites-vous entre la maltraitance caractérisée et ce que vous appelez la « violence éducative ordinaire » ?

Si on représente par un iceberg l'ensemble des violences subies par les enfants dans un but éducatif, la maltraitance n'en est que la partie émergée, celle que tout le monde dénonce, et la violence éducative ordinaire, la partie immergée, à laquelle personne ne fait attention. Le volume de la première dépend de celui de la seconde. Le taux de maltraitance dans une société est proportionnel au niveau de violence ordinaire qui y est toléré.

Quelles sont d'après vous les origines de cette violence ?

C'est pour l'essentiel la reproduction par mimétisme de ce qu'on a subi. Les neurones miroirs présents dans notre cerveau enregistrent les comportements que nous voyons et nous préparent à les reproduire. Ce qu'apprend à son enfant un

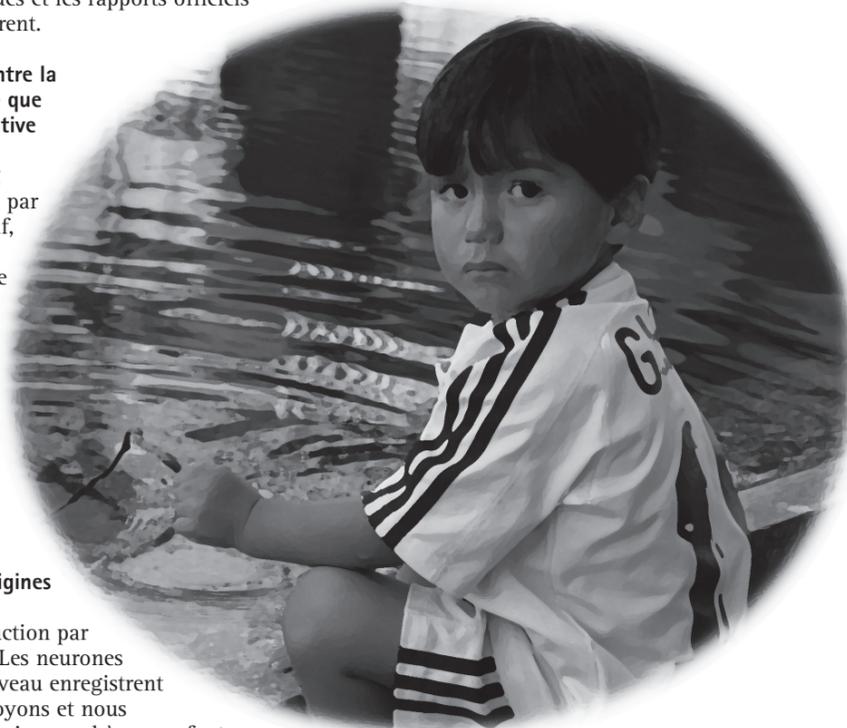
parent qui le frappe, c'est à frapper. Et pire : à frapper un être plus faible que soi. La plupart des auteurs de violences conjugales ont subi des violences dans leur enfance.

Quels en sont les effets sur les individus ? Et sur les sociétés ?

Sur les individus : une longue liste de maladies ou de vulnérabilités physiques et mentales dues à l'altération du système immunitaire par les hormones du stress, comme le montre un rapport de l'OMS de 2002. Sur les sociétés, l'habitude acquise d'obéir à des stimulations violentes a trois effets principaux : reproduction de la violence par mimétisme (tous les pays où se sont produits de grands massacres ou des génocides sont des pays où la violence éducative est ou était intense), soumission à la violence qui prépare de la chair à canon à tous les dictateurs, et l'incivisme et la corruption par habitude de la débrouille en catimini pour éviter les coups.

Pourquoi interdire par une loi ? Le travail de conviction et d'éducation ne serait-il pas plus efficace à terme ?

Ce travail est indispensable, mais il est trop lent, parce que la motivation de la violence éducative est inconsciente et remonte à notre petite enfance. À l'autorité de nos parents logée dans notre inconscient doit se substituer une autorité supérieure, celle de la loi qui déclare très clairement que toute violence à l'égard des enfants est interdite. L'expérience des pays qui ont réalisé cette interdiction, avec une campagne d'information intelligente et réitérée et un accompagnement des parents, montre que le basculement de l'opinion publique peut se faire rapidement. D'autant plus que, aujourd'hui, beaucoup de jeunes parents veulent élever leurs enfants sans violence.





INTERVENTION DE L'ÉTAT FRIC À GOGO POUR LES PATRONS

Annnonce de mesures symboliques contre les bonus des banquiers d'un côté, dizaines de milliards distribués d'un autre aux plus grosses entreprises dont on apprend qu'elles paient trois fois moins d'impôts que les PME : l'État est au service exclusif des plus riches.

Les banquiers crient au scandale. Sarkozy, dans les pas de Gordon Brown, le Premier ministre anglais, propose de taxer les bonus mirobolants que les banques versent à leurs traders pour attirer les « meilleurs ». Encore il y a peu, réduits par la crise à quémander auprès de l'État des liquidités ou des garanties pour lever des fonds sur les marchés, voilà maintenant que les banquiers protestent face à l'annonce de mesures dont même la presse patronale indique qu'elles ne seront que symboliques.

Mais n'est-ce pas l'essentiel pour Gordon Brown, à quelques mois d'élections législatives, et pour Sarkozy avant les régionales? Celui-ci avait été le premier à dénoncer ces « bonus gigantesques » en septembre... 2008, à New York. Quinze mois plus tard, il annonce vouloir passer aux actes. Et très opportunément, ces mesures seraient discutées lors de l'examen de la loi de finances rectificative... début 2010, avec, on peut l'imaginer, force publicitaire.

Mais cette mise en scène est bien incapable de donner le change alors que l'État ne cesse de subventionner, par tous les biais possibles, le patronat des plus grosses entreprises. Ainsi, le grand Emprunt sur lequel Sarkozy et son gouvernement viennent de rendre les derniers arbitrages. Il y aurait, nous dit-on, 11 milliards d'euros pour les universités et 8 milliards pour la recherche. Mais, loin d'être destinée à tous les étudiants, cette manne ne servira qu'à une dizaine de campus dans le cadre d'une privatisation de l'enseignement supérieur dont l'objectif est de fournir aux grandes entreprises des dirigeants et des cadres supérieurs formés à leurs besoins. Même chose pour la recherche qui est un de leurs postes budgétaires les plus coûteux.



Une du Parisien, 26 août 2008. Gag... (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JR)

C'est ces jours-ci également que les grands groupes du secteur bâtiments et travaux publics présentent leurs offres pour obtenir la construction des lignes à grande vitesse (LGV) Tours-Bordeaux et Le Mans-Rennes. Bouygues, Eiffage et Vinci sont sur les rangs pour décrocher ces marchés qui représentent 10 milliards d'euros et dont l'État a promis d'assurer la moitié du financement. Un pactole qui s'ajoute à celui que représente la construction de la grande boucle de métro reliant Roissy à Orly, prévue dans la loi sur le Grand Paris (20 milliards d'euros).

Un rapport officiel publié la semaine dernière a révélé que les sociétés du CAC40 paient trois fois moins d'impôts sur les bénéfices que les PME. Plus les entreprises sont riches et puissantes, moins elles paient d'impôts, confirme cette étude, grâce à tous les procédés légaux par lesquels l'État leur permet d'échapper à la taxation (niches fiscales, paradis fiscaux, transferts de bénéfices dans d'autres pays, etc.). Tout cela n'a pas empêché Sarkozy, lorsqu'il a présenté le grand Emprunt, de déclarer : « Il faut dépenser moins et dépenser mieux », et de

confirmer la tenue en janvier d'une « conférence sur le déficit de la France », au cours de laquelle ce sont les dépenses utiles à toute la population qui seront dénoncées.

En réalité, les dépenses dont il est urgent d'imposer l'interdiction, ce sont les subventions à fonds perdus aux banques et aux multinationales qui, dans le même temps, font un profit supplémentaire en prêtant contre intérêt à ce même État dont elles creusent la dette.

Galia Trépère

SANS-PAPIERS

SUITE DE LA PAGE 1

En effet, cette lutte ne peut être séparée de la situation politique. Elle met en cause directement la politique du gouvernement, qui a décidé de mener une campagne raciste de grande ampleur. Le débat sur l'identité nationale n'a qu'un but : « diviser pour mieux régner », faire des immigrés et des musulmans des boucs émissaires alors que le gouvernement et les patrons font payer la crise à tous les travailleurs, français et immigrés. Pour l'instant, la direction de la CGT refuse de faire le lien : « On n'a pas envie d'un débat idéologique. Ces travailleurs bossent ici, il faut qu'ils restent ici », a résumé Francine Blanche, secrétaire confédérale de la CGT.

Pour nous, au contraire, la lutte des sans-papiers est une lutte sociale et politique, qui concerne tous les travailleurs, immigrés et français. Pour l'instant, le gouvernement n'a pas encore gagné la bataille de l'opinion. La lutte des sans-papiers reste populaire. Mais ils ne pourront pas gagner seuls, l'enjeu est trop important pour le gouvernement, qui ne veut pas apparaître comme régularisant massivement les sans-papiers, alors que son discours ne fait que reprendre celui du FN. Au contraire, notre soutien à la lutte des sans-papiers est un point d'appui pour combattre l'offensive raciste sur l'identité nationale, il faut donc mener une lutte sociale et idéologique ! En région parisienne comme en province, il faut multiplier les comités de soutien aux sans-papiers. Nous disposons d'outils pour cela. Le NPA a pris l'initiative de convoquer une réunion unitaire des partis et mouvements politiques de gauche pour une déclaration commune et pour un tract unitaire¹, instrument précieux pour que, dans toute la France, naissent des comités de soutien impliquant un large front unique. Des initiatives publiques partout sont souhaitables. Cette campagne doit s'articuler avec l'appel large pour la « suppression du ministère de l'immigration et de l'identité nationale ». Il s'agit de dénoncer la véritable nature de ce ministère, qui n'est que celui des rafles, des expulsions, des charters, du racisme, de l'islamophobie et de la honte. À nous, anticapitalistes, antiracistes, et internationalistes, de montrer que l'immigration n'est pas un problème, que la seule véritable solution est la régularisation de tous les sans-papiers. Face à l'Europe forteresse de Besson et compagnie, nous opposons la liberté de circuler pour tous. Il ne s'agit que d'appliquer aux personnes ce que le capitalisme fait pour les marchandises...

Il n'y a pas un moment à perdre. Cette épreuve de forces pour la régularisation des travailleurs sans papiers engagée contre le gouvernement concerne tous les travailleurs. De son issue dépendront beaucoup de batailles futures, et pas seulement sur l'immigration...

Emmanuel Sieglmann et Antoine Boulangé

1. Appel des organisations de gauche (NPA, PCF, Verts, PG, LO, PCOF, AL, FASE, GU) disponible sur le site du NPA. Infos - pétition : www.travailleurssanspapiers.org
Soutien financier : Chèque à l'ordre de « Solidarité sans-papiers » à envoyer à CGT service comptabilité, 263 rue de Paris, 93100 Montreuil.



et aussi



ÉTUDIANTS INFIRMIERS : SYSTÈME GRIPPÉ. Les étudiants infirmiers de troisième année sont, depuis la mi-novembre, réquisitionnés dans le cadre du plan national de vaccination contre la grippe A. Seules seront payées les heures de réquisition effectuées en dehors des heures de stage. Autrement dit, les étudiants servent de main-d'œuvre bon marché et vaccinent dans des conditions très insatisfaisantes (pas de réelle formation sur les vaccins, matériel médical en quantité insuffisante, parfois pas de point d'eau...). Les étudiants refusant d'être réquisitionnés sont menacés d'une amende de 3500 euros. Une manifestation contre les conditions de réquisition a réuni, jeudi 17 décembre, plus de 1200 étudiants infirmiers devant le ministère de la Santé. Si la mobilisation se renforce, elle se limite, à l'heure actuelle, à la revendication d'arrêt des réquisitions pour les étudiants admis au diplôme d'État en février 2010, mais n'exige pour les autres étudiants qu'un aménagement des réquisitions. Ce cadre revendicatif peut

difficilement permettre de mobiliser sur la durée les étudiants et, surtout, esquive la question du paiement de l'intégralité des heures de réquisition. Une nouvelle date de mobilisation devrait être annoncée prochainement.

MULLIEZ : LICENCIER POUR PLUS DE PROFITS. Le groupe Mulliez, une des plus grandes fortunes du pays, possède, entre autres, Auchan, Décathlon, Leroy-Merlin, Saint-Maclou, Boulanger, Jules, Kiabi, Pimkie. Il possède aussi Xanaka, une enseigne qui importe et vend des vêtements. Elle comprend un entrepôt et des bureaux à Neuville-en-Ferrain (Nord), et des magasins en France et à l'étranger. Depuis un mois, Mulliez a décidé de fermer l'entreprise et de licencier 62 salariés à Neuville-en-Ferrain et 34 dans différents magasins. Il ne prétend même pas que l'entreprise est en difficulté. Les directeurs avouent même des bénéfices substantiels. Le groupe compte tout simplement fermer Xanaka pour investir dans une autre

de ses enseignes, Philidar, et faire encore plus de profits. Mulliez espérait que les salariés licenciés se contenteraient d'une indemnité de départ de 10000 euros, en plus des indemnités légales, et que chacun continuerait à travailler gentiment jusqu'en juillet 2010, date de la fermeture prévue de l'entreprise. Mais les salariés en ont décidé autrement. Le 14 décembre, à l'appel des syndicats CGT, FO, CFTC et CGC, ils se sont mis en grève. Les salariés de Xanaka, essentiellement des femmes, ont assuré un piquet de grève pour dissuader les camions d'expédier les vêtements aux magasins et ont distribué des tracts à la population, réclamant, en cas de licenciement, des indemnités plus conséquentes. Le 16 décembre, la direction a accepté de négocier et a finalement « lâché » 20000 euros d'indemnités et 2400 euros en plus par année d'ancienneté, ainsi que le paiement des trois jours de grève (sauf pour les cadres qui devront les récupérer en RTT). Les salariés, considérant ce résultat comme une victoire, ont décidé de reprendre le travail.

CPAM SOUTIEN AU MÉDECIN DÉSOMBÉSSEUR

Le docteur Poupardin a été condamné par la Sécu pour avoir prescrit à ses patients des médicaments remboursés à 100 %.

LES MÉDECINS doivent utiliser une ordonnance « bizona », divisée en deux, pour les malades pris en charge pour une affection de longue durée (ALD). Ils ne doivent écrire sur la partie haute de l'ordonnance que les médicaments de cette maladie, remboursés à 100 %, et sur la partie basse tous les autres qui sont beaucoup moins remboursés. Le docteur Poupardin, exerçant dans un quartier populaire de Vitry, écrit tout sur la partie haute. La direction de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) du Val-de-Marne (94) s'échine à l'obliger à « rembourser » une somme arbitraire de 2612 euros correspondant à ce qu'elle estime être un préjudice. Agissant ainsi, la CPAM entend dire à tous les médecins : « faites payer les personnes malades ou vous paierez à leur place » ! Ce médecin refuse en effet que ses malades ne puissent se soigner par manque de moyens (d'après les enquêtes du ministère de la Santé, 14 % des personnes renoncent à des soins pour des raisons financières) et que les êtres humains soient découpés virtuellement en « organes » ou en « fonctions » susceptibles d'être soignées selon des remboursements modulables. Il refuse la marchandisation de la personne que l'on veut imposer partout. La CPAM 94 n'est pourtant pas un modèle de gestion économe : lorsqu'un employeur est condamné dans le cas d'une maladie professionnelle, la CPAM verse la rente, mais en récupère une partie auprès de l'employeur condamné. Or, d'après l'Association nationale des victimes de l'amiante, la Sécu s'est illustrée dans plusieurs cas par sa légèreté dans sa façon de mener la procédure. Résultat : le patron est condamné, mais c'est la Sécu qui paye ! La CPAM 94 est ainsi en faute dans plusieurs dossiers liés à l'amiante, avec des dizaines de milliers d'euros en jeu. D'un côté, on sanctionne un médecin qui fait en sorte que ses malades se soignent convenablement, de l'autre, on paye à la place des employeurs condamnés !

Avec une quarantaine de personnes devant la CPAM 94, une pétition de 2 000 signatures, le soutien de nombreux élus (PC, PS, PG) du Val-de-Marne, de médecins et de patients, le docteur Poupardin exige d'être reçu par la CPAM, l'arrêt des harcèlements contre lui et les autres médecins qui font de même, et le retour aux ordonnances « unizone ».

Le NPA souligne la convergence entre cette lutte et les attaques contre l'hôpital public, le déremboursement de nombreux médicaments, le contrat assorti d'une prime proposé aux médecins qui prescrivent le moins de médicaments remboursés et le moins d'arrêts de travail, l'instauration des franchises médicales et le projet de supprimer les ALD ! Le gouvernement accentue sa politique capitaliste du « chacun pour soi et rien pour tous ». Le NPA revendique plutôt : « on cotise selon ses moyens et on est soigné selon ses besoins ». Il faut en finir avec les véritables gâchis en matière de santé que sont les profits de l'industrie pharmaceutique.

Bernard Galin



Copenhague, le 12 décembre. Il y avait plus de courage dans la rue que dans les hémicycles... (STÉPHANIE CLAVERIE)

SOMMET DE COPENHAGUE DERNIÈRE CHANCE AVANT LA PROCHAINE

Le sommet de Copenhague n'aura, comme on s'y attendait, rien apporté de concret pour sauver la planète. Mais les dirigeants du monde n'auront même pas réussi à faire croire que tel était leur objectif.

A l'issue d'un suspens insoutenable, largement mis en scène par les gouvernements et les médias aux ordres, le sommet de Copenhague, censé être le sommet de la dernière chance pour les équilibres climatiques, aura finalement accouché d'une souris, selon l'expression consacrée. Or cette souris n'est pas verte, mais bien noire, noire comme le pétrole qui devrait tranquillement continuer de couler à flots pendant que les grandes puissances continueront à tergiverser et à défendre les intérêts de leurs industries. Que ce soit du côté des États-Unis ou de l'Union européenne, l'objectif premier des dirigeants semble n'avoir pas été le sauvetage du climat, mais bien la recherche d'un bouc émissaire, en l'occurrence la Chine. Que n'a-t-on pas entendu sur les responsabilités du premier émetteur de gaz à effet de serre dans le blocage des négocia-

tiations ! C'était oublier un peu vite le refus des États-Unis, confirmé à Copenhague, de prendre un minimum d'engagements correspondant aux projections du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (Giec). C'était oublier aussi la tiédeur, pour ne pas dire plus, des négociateurs européens qui se sont retranchés derrière l'immobilisme des uns et des autres, pour ne prendre aucune initiative ambitieuse. Résultat, une déclaration politique vide de contenu, qui renvoie à plus tard – mais quand ? – les nécessaires décisions.

Par contre, du point de vue des États dominants, une chose est claire : on a assez donné la parole aux pays pauvres, qui n'ont aucun poids dans les rapports de forces internationaux. Retour aux vraies valeurs de la démocratie à la sauce capitaliste : le G20, ou d'autres instances encore plus restreintes, doivent à l'avenir régler le sort du climat ; cette petite musique risque de se faire entendre de

plus en plus, à l'image de la façon dont ont été menées les négociations à Copenhague, en dehors de toute transparence et de l'intégration de tous les États concernés. Pourtant, si on laisse faire les grandes puissances, c'est à un réchauffement compris entre 3,2 et 4,9°C qu'il faut s'attendre à la fin du siècle. Les seules « décisions » prises à Copenhague touchent à la lutte contre la déforestation – ce qui, une nouvelle fois, renvoie la tâche de lutter contre les dérèglements climatiques aux pays du Sud –, et aux aides accordées à ces mêmes pays pour lutter contre les effets du dérèglement. Mais si les quelques milliards distribués dans les trois prochaines années peuvent sembler une grosse somme – loin de ce qui est nécessaire en réalité –, on peut avoir beaucoup d'inquiétude sur un plan de financement inscrit dans la durée, tant du point de vue de l'origine de ces fonds (ne s'agira-t-il pas d'un simple transfert des fonds destinés à l'aide

au développement ?) que des institutions chargées de leur gestion. Banque mondiale et Fonds monétaire international sont en effet toujours sur la brèche pour administrer cette manne financière. L'absence d'accord contraignant est-il finalement une si mauvaise nouvelle ? L'issue des négociations montre aujourd'hui, y compris aux commentateurs les moins critiques, l'ampleur des blocages dus aux grandes puissances. Si le débat doit se poursuivre sur la responsabilité des uns et des autres, on doit rappeler que la reconnaissance de la dette écologique implique d'abord de dénoncer les vieilles puissances industrielles, responsables historiques de la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre, et pourvoyeuses d'un modèle de développement destructeur, imposé au reste de la planète.

Vincent Gay

GRDF HUITIÈME JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM

Les trois responsables du syndicat SUD-Énergie ont décidé de poursuivre leur grève de la faim, lundi 21 décembre, dans les locaux GRDF de la rue Pétreille (Paris 13^e). Deux d'entre eux ne se sont pas alimentés depuis huit jours. La direction refuse toujours de réintégrer Nordine Mahroug.

Le bras de fer continue. Une réunion entre le syndicat SUD-Énergie et la direction de l'établissement GRDF a abouti à un échec, lundi 21 décembre. SUD réclame la réintégration de Nordine Mahroug, renvoyé le 15 décembre, mais la direction se limite toujours à des mesures d'accompagnement du licenciement. Avec douze ans d'ancienneté, ce père de deux enfants ne devra donc quitter son logement – dont la location dépend de son statut de salarié de l'entreprise – que le 15 mars. Ce qui correspond de toute façon à la fin de la trêve hivernale des expulsions locatives... D'ici là, il devra payer son loyer au prix fort. Son licenciement, pour « faute

professionnelle », fait suite, selon les syndicats, à son implication dans le mouvement de grève du printemps dernier. Les procédures disciplinaires, allant de la rétrogradation au licenciement, pleuvent et touchent actuellement près de 240 agents.

Les trois grévistes de la faim, responsables du syndicat SUD-Énergie, réclament la réintégration de Nordine mais également la fin des sanctions, poursuivent donc leur mouvement. René-Michel Millambourg, contraint de rester à l'extérieur du bâtiment, et Yann Cochin en sont à leur huitième jour ; Pascal Chemin à son cinquième. Nordine Mahroug, qui a dû se réalimenter la semaine dernière pour des raisons médicales, reste à leurs côtés, dans le local syndical de l'établissement, transformé en camp retranché depuis que la direction en a interdit l'accès « à toute personne extérieure à l'entreprise ». À tel point que les responsables de SUD-Énergie chargés de négocier avec la direction, Anne Debregeas et René-

Michel Millambourg lui-même, n'ont pu y accéder ce lundi matin. Et de faire faire un constat d'huissier dans la foulée pour « délit d'entrave ».

Car, faute de déblocage, la voie judiciaire pourrait s'imposer. La direction a dégainé la première, en rédigeant une mise en demeure dès le vendredi 18 décembre, sommant de mettre fin à cette occupation « non autorisée, abusive et en conséquence illicite du local syndical », sous peine d'action en justice pour obtenir l'évacuation. « La grève de la faim est externe à l'entreprise », assure-t-on du côté de GRDF, tout en assurant rester dans une « phase de dialogue ». Mais signe que la pression s'accroît, un vigile empêche désormais les grévistes d'accéder aux douches. SUD appelle à un rassemblement devant les locaux de GRDF jeudi 24 décembre à 11h30. Joyeux Noël.

Thomas Mitch

Nos emplois, pas leurs profits!

SALAIRES DES LUTTES TOUJOURS PLUS D'ACTUALITÉ

L'approche de Noël rappelle la réalité précaire pour la majorité de la population. Ainsi, de nombreuses luttes et grèves sur les salaires se déclenchent dans le pays.

A la veille de Noël, les rues des centre-ville sont illuminées, les guirlandes des pavillons de banlieue scintillent, les magasins débordent de jouets, victuailles et autres tentations multiples. Mais beaucoup de porte-monnaie sont vides. Alors, curieusement, en cette veille de trêve festive, de nombreux conflits éclatent : après les chauffeurs routiers, les conducteurs du métro, les employés des péages d'autoroutes, les approvisionneurs des distributeurs de billets, les salariés de Sanofi Aventis, de Chanel, de Rhodia à Chalampé, et de bien d'autres entreprises, entrent en lutte. Le climat social se... réchaufferait-il malgré le sommet de Copenhague ? Il faut dire qu'au moment où les bénéfices des entreprises du CAC 40 restent plus que confortables, avec 21 milliards d'euros au premier semestre, tout le monde ne se sent pas logé à la même enseigne. Donc de l'argent il y en a, mais les inégalités sont de plus en plus flagrantes : 10% des plus démunis ne perçoivent que 3,7% de la masse totale des revenus, et les 10% les mieux lotis en reçoivent un quart. Le revenu annuel des 10% les plus modestes s'est élevé de 1 360 euros entre 1997 et 2007, celui des 5% les plus riches de 4 900 euros. Les bonus versés aux actionnaires et aux traders sont tellement insultants pour le plus grand nombre que les gouvernements britanniques et français envisagent de les taxer. Ce ne sera pas très douloureux : cette taxation ne concernera que les bonus de plus de 27 500 euros et remplacera en fait le prélèvement précédemment prévu par la loi de finance ordinaire. Cela devrait rapporter entre 200 et 300 millions d'euros, soit à peine

plus que la fiscalisation des indemnités versées aux accidentés du travail : 150 millions pris à ces victimes de la volonté de stigmatisation du gouvernement. Rien au regard de la défiscalisation des heures supplémentaires qui coûte quatre milliards ou des niches fiscales qui représentent 70 milliards d'euros d'exonérations. Sur les onze milliards d'euros par an de réduction d'impôt décidés par le gouvernement, 70% profitent aux 20% des foyers les plus aisés. Cela justifie pleinement de ne pas être timides dans nos revendications salariales. Quand nous revendiquons 1 500 euros net minimum pour tous les salaires et revenus, c'est parce que cela constitue le minimum pour vivre correctement aujourd'hui. Vivre, cela signifie non seulement boire et manger mais aussi se loger, se déplacer, avoir les moyens d'élever des enfants, de se distraire, de se cultiver, de partir en vacances et de faire la fête. Nous ne voulons pas une vie au rabais pour la majorité d'entre nous pendant que les plus riches ont tous les droits et moyens. Et nous ne trouvons rien à redire aux conducteurs du RER qui touchent 2 600 euros en fin de carrière et se battent pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Nous pensons que les salaires de la grande majorité des travailleurs sont bien trop bas. Cela fait plusieurs années que des luttes sont engagées pour obtenir une augmentation de 300 euros net pour tous. Cela est de moins en moins utopique, de plus en plus nécessaire. Nous nous battons pour des revendications uniformes, non pour écraser la hiérarchie des rémunérations, mais parce que nous favorisons ainsi les bas salaires sans élargir toujours davantage la grille des salaires. Il est d'ailleurs dom-



Rennes, 19 mars. Manifestation interprofessionnelle. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TN)

mage que le récent congrès de la CGT ne se soit pas prononcé pour des augmentations précisément chiffrées. La bataille pour l'augmentation des salaires (300 euros nets), pour des revenus permettant de vivre correctement, c'est la base de notre combat contre le patronat. La crise est le dernier prétexte pour justifier le blocage des revenus. Nous n'avons pas à payer leur crise. Ils ne nous invitent pas à par-

tager leurs bénéfices, leurs profits, leur gâteau en temps de prospérité ; ils ne nous laissent que les miettes. Et pourtant, toutes les richesses, c'est bien nous qui les produisons.

Robert Pelletier

GRÈVE AU RER VITAMINE A

À L'HEURE où nous écrivons ces lignes, le bras de fer entre les grévistes du RER A et la direction de la RATP était à son huitième jour et nous ne connaissons donc toujours pas son dénouement. Quel qu'il soit, restera le caractère exceptionnel de cette grève. Exceptionnel, car une fois n'est pas coutume, tous les syndicats appellent à une grève reconductible. Ainsi, de 95 à 100% des 500 conducteurs de la ligne A sont en grève. Comme quoi, lorsque les syndicats sont unis et qu'ils proposent des formes d'actions radicales, cela donne des mobilisations massives. Les quelques trains qui roulent sont en fait conduits par des cadres, à trois dans une cabine, un vigile, un cadre traction et un agent du matériel. Malgré cette prolifération en cabine de conduite, les cadres non grévistes enchaînent faute de sécurité sur faute de sécurité, et si le service minimum est assuré aux heures de pointe, il l'est dans la plus grande insécurité ferroviaire. Ce mouvement est aussi exceptionnel par son caractère offensif. Cela prend la forme d'une revendication sur une prime de 120 euros et, quoi qu'on puisse penser des primes, c'est bien une grève offensive afin d'améliorer le pouvoir d'achat des agents. Sans fatalisme aucun, n'écoutez pas les discours sur la catastrophe sociale qu'on nous ressort à chaque crise du capitalisme, nos collègues osent revendiquer sur les salaires. Voilà pourquoi les médias s'acharnent sur eux, sur cette lutte, car il ne faudrait surtout pas qu'elle donne des idées à d'autres travailleurs... Pour cela tout est bon, y compris les plus grosses ficelles : « voyez ces grévistes, ils gagnent 2 600 euros pour 2 heures 50 de travail par jour et en plus ils sont en grève ». Qu'y a-t-il de choquant à ce qu'un conducteur, travaillant en horaires décalés et transportant en toute sécurité plusieurs centaines de milliers de voyageurs à chaque service, gagne 2 600 euros et veuille améliorer son pouvoir d'achat ? Faut-il gagner le Smic, voire moins, pour avoir le droit moral de demander de meilleurs salaires ? Certains, au sommet de la société, n'ont pas toutes ces réserves morales. Quant aux 2 heures 50 de conduite, ce chiffre est aussi malhonnête que si nous accusions le journaliste ayant mis en avant ce « scoop » de n'écrire qu'une heure par jour. En effet la journée de service d'un conducteur ne se limite pas à la conduite ; il faut d'abord faire les tests de sécurité du train, le manœuvrer, changer de bout aux terminus, attendre l'heure de départ dans des faisceaux, etc. Pour toutes ces raisons, ce combat est notre combat, à la RATP comme ailleurs. Il n'y a aucune raison de ne pas se battre pour notre pouvoir d'achat. Au NPA, nous nous battons pour que cette grève serve d'exemple dans d'autres entreprises et qu'enfin ce ne soit pas les salariés, la classe ouvrière qui paye les pots cassés d'une crise du capitalisme.

Fabien Sacor



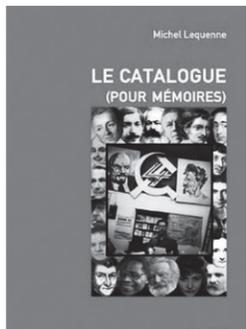
DIRICKX ÉTEINT TOUT... La commission emploi du collectif de la gauche roannaise s'est retrouvé, le 18 décembre, devant les locaux de la société Dirickx, au Coteau (Haute-Loire). L'objectif était de procéder à une conférence de presse sous forme de lecture d'une lettre ouverte aux élus locaux, leur demandant de faire connaître à un comité de veille citoyenne les subsides donnés aux entreprises du Roannais sur nos biens collectifs que constituent les fonds publics. Le choix de la société Dirickx est symbolique car cette société vient de fermer son site du Coteau au profit d'une délocalisation en 2005 en Slovaquie, après la République tchèque, la Hongrie et bien sûr la Chine, en ayant bénéficié d'aides des collectivités territoriales et, cerise sur le gâteau, d'un chiffre d'affaire constitué à 85% par des marchés publics. La fermeture de Dirickx au Coteau montre le mépris des actionnaires de cette entreprise à son principal bailleur de fond : le contribuable. Le site costellois fermé laisse 49 salariés dans la nature, et rien ne freine les stratégies d'entreprise. Scandaleusement, son enseigne

est toujours allumée ; heureusement – et nous ignorons par quel hasard –, lors de ce rassemblement, la lumière Dirickx s'est éteinte, à croire que la détermination du collectif à des effets immédiats inespérés... Pour rejoindre le comité de veille citoyenne : cgauche.roannaise@laposte.net Plus de renseignements sur : <http://npaloirennord.over-blog.com>

MAÎTRES-CHIEN EN GRÈVE DE LA FAIM. Boubacar Diarra, maître-chien de la SNCF, a entamé une grève de la faim lundi 14 décembre, dans les locaux du syndicat SUD-Rail Saint-Lazare, pour réclamer sa régularisation. Il a été rejoint dans cette action le lendemain par Bah Sekou. Les syndicalistes de SUD-Rail aménagent progressivement leur lieu de couchage afin de les protéger du froid. Un médecin est passé leur faire un examen complet afin d'éviter qu'une pathologie ne dégrade rapidement leur état de santé. Employé durant des années par une société sous-traitante,

Boubacar a fait partie du collectif des maîtres-chien sans papiers ayant mené la lutte pendant un an pour leur régularisation. Grâce à leur action, la SNCF ne fait plus travailler de « boîtes de négriers », et elle est contrainte de réfléchir à sa stratégie d'externalisation des métiers de cheminots. De nombreux maîtres-chien sans papiers ont été régularisés depuis, mais Boubacar s'est vu opposer une fin de non-recevoir par la préfecture de police de Paris. Il correspondait pourtant, comme ses autres collègues, aux critères de régularisation. Il vit en France depuis plus de cinq ans et a déposé plainte auprès des services de police contre son patron voyou. Un employeur est même prêt à l'embaucher. Même si elle n'encourage pas les grèves de la faim, la Fédération SUD-Rail soutient et appelle à soutenir ces collègues cheminots du gardiennage.

À LIRE, À ÉCO



LE CATALOGUE/Michel Lequenne/SYLLEPSE/30 EUROS
Sous-titrées *Pour Mémoires*, ces quelque 800 pages forment probablement le livre le plus révolutionnaire de ces dernières années, pour la méthode, le ton et la portée. C'est à travers ses lectures, présentées alphabétiquement, et ses rencontres les plus marquantes que Michel Lequenne, figure historique du trotskisme français et international, fait part de son expérience aussi variée que longue, près de 90 ans, dont 70 de combats politiques et culturels. L'un des tours de force de ce livre est d'offrir à la fois l'histoire de ces dernières décennies vues « du monde d'en bas », la relation d'une émancipation intellectuelle exemplaire du point de vue révolutionnaire, et des récits alertes, curieux, émouvants et passionnés, qui exaltent la vie dans ce qu'elle a de plus désirable et concret.

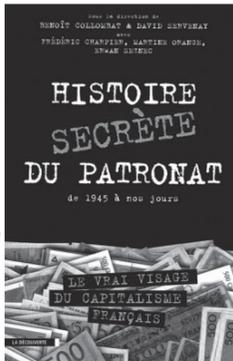
Gilles Bounoure

HISTOIRE SECRÈTE DU PATRONAT DE 1945 À NOS JOURS – LE VRAI VISAGE DU CAPITALISME FRANÇAIS/Sous la direction de David Servenay et Benoît Collombat/ avec Martine Orange, Frédéric Charpier et Erwan Seznec/ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE/ COLLECTION CAHIERS LIBRES/720 PAGES/25 EUROS.

Découpée en cinq grandes périodes historiques – « De la collaboration à l'anticommunisme, la reconstruction d'un système (1945-1968) » ; « L'émancipation sauvage du capitalisme français (1969-1981) » ; « Le socialisme patronal (1981-1987) » ; « La mondialisation en marche (1988-1997) » ; « L'ère des tueurs (1998-2009) » –, cette nouvelle *Histoire secrète* est un travail d'enquête qui va bien au-delà de la façade respectable qu'aimerait nous montrer le patronat français. Riche, documentée, assortie de sélections d'ouvrages par articles et d'un index détaillé, cette somme d'informations brosse le portrait de nombreux patrons français, nous remet en mémoire les bonnes affaires des uns dans la « Françafrique », les opérations juteuses des autres dans l'immobilier ou l'industrie, la constitution des « caisses de solidarité » patronales et l'aide aux officines de contrôle et de répression anti-ouvrières. On découvre ou l'on redécouvre comment s'est opéré le recyclage d'une génération de « jeunes loups » ambitieux issues de l'extrême droite (Alain Madelin, Xavier Raufer, Anne Méaux, Hervé Novelli...) via les réseaux du Conseil national du patronat français

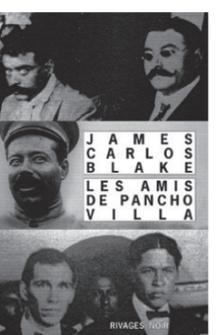
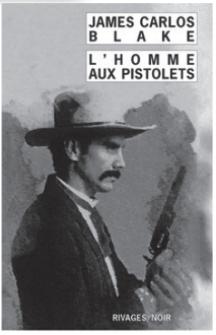
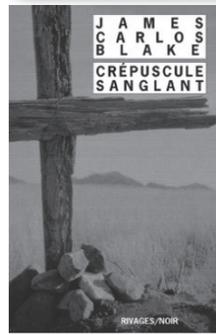
(CNPF, l'ancêtre du Medef), comment se sont faites la plupart des grandes fortunes françaises d'hier et d'aujourd'hui : subventions extorquées à l'État, entreprises publiques bradées, rachats de sociétés dans des conditions obscures, montages financiers aux marges de la légalité, fraude fiscale... Si ce n'était déjà le cas, à la lecture de cet ouvrage, on ne peut qu'être renforcé dans la conviction que toutes les déclarations sur la moralisation du capitalisme, depuis l'automne 2008, ne sont que poudre aux yeux.

Gabriel Gérard
1. En 2006, les éditions La Découverte publiaient *Histoire secrète de la V^e République*.



Cher petit papa Anticapitaliste,

Pour les fêtes de fin d'année, je suis en engagement militant contre le consumérisme et t'adressant cette modeste liste de cadeaux, pas de jouets sexistes et stéréotypés, je céderai pas à l'envie d'objets sous-cassent et se démodent au fil de l'année de tout objet imposé par la propagande des enfants et des travailleurs sociaux. Quelques ouvrages de grande qualité, Brèche, car comme tu le sais « le Missak, de Daeninckx (Editions) en mode policier qui décrit l'histoire Manouchian.
Une histoire populaire de l'emploi graphique, 22 euros) BD adaptée l'histoire américaine vue par les Marx mode d'emploi de Bensaï. Le temps des catastrophes de S. qui prend acte de la situation et propose une alternative qui ne va pas. Going Underground de Hurch. invite au voyage musical en plein cœur de l'Amérique des années 1979 à 1989. Trois petits films contre le grand écran DVD qui s'invite chez les postmodernes. Un nouvel art de militer de 70 à 80 ans. 25 euros) livre photos sur la dernière années dans l'espace. Déboulonneurs, la Brigade a Dinette dans le tractopelle de hauts, 11,50 euros) livre poétisant le sexisme dans le monde. Je comprendrais que tu ne puisses pas la crise. De plus, si tu n'as pas à construire les luttes sociales, un chèque cadeau de la librairie remercie beaucoup par avance énergivores du pauvre sapin s'élève à Léon.



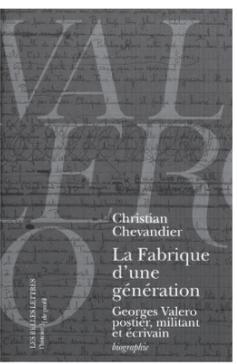
LES AMIS DE PANCHO VILLA/9 EUROS/L'HOMME AUX PISTOLETS/10,40 EUROS/CRÉPUSCULE SANGLANT/10,40 EUROS/RIVAGE NOIR

Crépuscule sanglant, *L'homme aux pistolets* ou encore *Un monde de voleurs*, vous n'êtes pas dans un western spaghetti mais on s'en approche. James Carlos Blake est un auteur américain tout imprégné du sud des États-Unis. Ces romans sont de véritables westerns avec une trame de fond historique passionnante et très enrichissante pour un lecteur français. Le plus connu de ses romans est *Les Amis de Pancho Villa*, où l'auteur retrace l'épopée du révolutionnaire mexicain et de son bras droit exécuteur des basses œuvres. Vous aurez mal aux doigts d'avoir trop appuyé sur la gâchette tout comme le personnage clé du roman, qui est loin des clichés de la brute épaisse. Ce roman, en plus d'être jubilatoire, permet de suivre pas à pas la révolution mexicaine comme John Reed a dû la voir. Autre roman essentiel à dévorer juste après la fameuse dinde de Noël : *L'homme aux pistolets*. Ici, Blake reste dans la biographie mais en se démarquant une fois de plus par son style et sa narration exceptionnelle. En effet l'histoire du héros américain John Wesley Hardin est racontée par toutes les personnes qui ont pu croiser son chemin. C'est ainsi qu'à chaque chapitre un narrateur différent nous raconte l'histoire de ce voyou qui commit son premier crime à l'âge de 15 ans. Blake a dû rechercher dans des lettres de prison, une autobiographie, la presse d'époque, des correspondances pour écrire cette histoire avec tant de brio. Enfin je finirai par vous recommander un dernier ouvrage de James Carlos Blake qui est certainement son récit le plus sombre, à l'image de son titre : *Crépuscule Sanglant* dont la trame historique est des plus passionnantes. À la lecture de ce roman, l'envie vous prend d'appeler Clint Eastwood pour le supplier de porter sur grand écran ce fantastique récit comme il avait réalisé le ténébreux *L'Homme des hautes plaines*. Deux frères parcourent ensemble puis séparément un sud états-unien en guerre contre le Mexique (pays de naissance de l'auteur) et contre les Indiens, après avoir assassiné leur père. L'histoire peut paraître horrible mais ces deux personnages ne sont que des figurants au service d'une fresque historique palpitante. On découvre ici comment un bataillon Saint-Patrick s'est constitué au sein de l'armée mexicaine qui avait su faire désertir des Irlandais du camp américain, ou encore comment les Indiens furent exterminés par d'autres Indiens utilisés par les blancs pour suivre leur trace. Cette histoire compte bien d'autres surprises tout comme l'œuvre de Blake, que nous vous encourageons à dévorer au plus vite.

Thibault Blondin

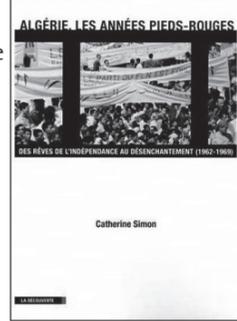
LA FABRIQUE D'UNE GÉNÉRATION, GEORGES VALERO, POSTIER, MILITANT ET ÉCRIVAIN/Christian Chevandier/LES BELLES LETTRES/31 EUROS

À l'heure où le gouvernement veut privatiser la poste, voici un ouvrage qu'il est bon de lire. Christian Chevandier est historien. Lorsqu'il entreprend d'écrire une brève note pour le Maïtron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, sur la vie de Georges Valero, il se rend compte que c'est bien trop court pour rendre justice à ce militant anonyme, qu'il a eu la chance de connaître. Il décide alors de consacrer une biographie complète à celui qui n'a pas été un dirigeant ou un personnage connu, mais qui a été toute sa vie un militant prolétaire et un écrivain. Postier, syndicaliste, Georges Valero consacre en effet une partie de sa vie à écrire, en plus de ses autres activités, des romans. À travers cette histoire, Christian Chevandier retrace tout d'abord une trajectoire : celle d'un fils d'ouvriers immigrés, soldat en Algérie bien qu'antimilitariste, qui travaille ensuite de nuit dans un centre de tri postal et milite à la CFDT. Politiquement, cet anticolonialiste commence au Parti communiste, a ensuite des sympathies trotskistes et maoïstes, et se rapproche à la fin de sa vie des libertaires. Mais l'historien évoque aussi une époque et un milieu, dans lequel la culture fait partie du combat militant. À partir de sources très diverses, à la fois privées, journalistiques, issues des renseignements généraux et de la police, mais aussi à partir des propres romans de Valero, Christian Chevandier retrace une vie riche en engagement et livre un apport passionnant à l'histoire sociale.



ALGÉRIE, LES ANNÉES PIEDS-ROUGES, DES RÊVES DE L'INDÉPENDANCE AU DÉSENCHANTEMENT (1962-1969)/Catherine Simon/LA DÉCOUVERTE/22 EUROS

Dans le numéro de décembre de la Revue internationale des livres et des idées, l'historienne Sylvie Thénault porte un jugement critique sur cet ouvrage, lui reprochant son manque de rigueur dans les limites de la chronologie, et la tendance à considérer l'action des « pieds-rouges » uniquement à travers le prisme des illusions et du désenchantement. Ces reproches sont justifiés, mais l'ouvrage de Catherine Simon constitue néanmoins un livre de journaliste intéressant sur un thème qui a été peu abordé. Elle y retrace l'histoire des Français qui, par militantisme pour une partie d'entre eux, ont choisi d'aller vivre en Algérie indépendante après 1962. Elle rend compte de trajectoires passionnantes et sa description des débuts de l'indépendance algérienne est très intéressante. L'auteur s'est livrée à un véritable travail d'enquête par entretiens et elle décrit l'atmosphère qui régnait chez les Européens présents en Algérie par militantisme. Le chapitre consacré au démantèlement du « maquis » maoïste du Dra-el-Mizan, et les manipulations qui se sont ensuivies, est également très intéressant. Il est certain que l'ouvrage n'évite pas un regard rétrospectif, mais l'ensemble présente l'intérêt de donner un panorama de la grande diversité des hommes et des femmes qui ont fait preuve d'un internationalisme en acte, pour construire le socialisme, pour des raisons humanitaires ou même religieuses.



Sylvain Pattieu

SPÉCIAL CADEAU/À PORTER

mon identité n'est pas nationale

La Petite Bibliothèque de la Découverte

OUTER, À VOIR

Je souhaiterais pousser mon
 umérisme et le gaspillage en
 cadeaux. Je ne te commanderai
 is allant de la poupée pour les
 ction pour les petits garçons, je ne
 vent superflus et high-tech qui se
 'année suivante, je me détournerai
 grande publicitaire et produits par
 us-payés. Je souhaite simplement
 lité provenant de la librairie La
 savoir est une arme".
 s Perrin. 16,90 euros), roman
 oire des résistants du groupe

ire américain de Zinn (Vertige
 tée de son œuvre majeure sur
 travailleurs.

id (Zones, 13 euros) qui présente de

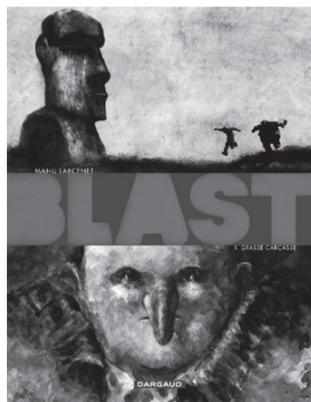
xx.
 Stengers (La découverte, 13 euros)
 déplorable de l'environnement pour
 soit pas le capitalisme vert.
 alla (Rytrut, 21 euros), beau livre qui
 ein milieu de la scène alternative punk
 1992.

und capital de Carles (20 euros),
 sédants dont l'ego et la suffisance nous

ble.
 Dorte et Cavalie (Editions Alternatives,
 contestation militante apparue ces
 e médiatique comme Jeudi Noir, les
 ctiviste des clowns...

e Christos et Grandgirard (Talents
 ur enfants qui dénonce de façon
 s catalogues de jouets.

uisses pas tout m'acheter puisque c'est
 pas le temps, car tu es trop occupé
 es, tu peux aussi me faire parvenir
 airie d'un montant de ton choix. Je te
 ce. Sache qu'à la place des quirlandes
 acrifié, t'attendra un verre de vin chaud.



BLAST GROSSE CARCASSE, TOME 1/Manu Larcenet/ DARGAUD/ 22 EUROS

Dans la veine du *Combat ordinaire*, Manu Larcenet livre un nouvel album oppressant et à l'intrigue tenace. Il renoue avec le noirceur pour un ouvrage à la frontière entre polar et fantastique. Polza Mancini, dont le prénom est la contraction de « Souviens-toi des enseignements de Lénine », en russe, est un homme obèse qui a voulu devenir écrivain. Quand le récit commence, il est en garde à vue, cuisiné par deux flics qui essayent d'obtenir ses aveux. Ce qu'il a fait, on ne le sait pas, mais une certaine Carole Oudinot est dans un état très grave à cause de lui. Dans ce huis-clos nocturne, il commence à parler et raconte l'histoire de sa vie agrémentée de ses propres réflexions. Ce premier tome reste très mystérieux : on comprend juste que ce personnage principal est alcoolique, qu'il est soumis à de violentes crises, les « blasts », et qu'il a choisi de vivre dans la forêt à l'écart du genre humain. On retrouve des thèmes récurrents chez Larcenet, le rapport au père, dont l'agonie est ici le facteur déclenchant de l'errance de Polza Mancini, au frère également. Mais ce qui avait une tonalité humoristique dans le *Retour à la terre*, sociale dans le *Combat ordinaire*, prend ici une coloration très inquiétante à mesure qu'on s'interroge sur le personnage principal. Graphiquement, c'est un des albums de Larcenet les plus aboutis, avec un crayonné en noir et blanc et quelques instants de couleurs, lors des blasts justement. Une fresque qui devrait compter cinq volumes.

S. P.



MAGASIN GÉNÉRAL/Loisel et Tripp/CASTERMAN

Il y a des romans qui s'intéressent à la vie des petites gens, à des histoires par en bas caractéristiques d'une époque. Il en est de même en BD, et Loisel et Tripp dessinent dans cette œuvre en plusieurs volumes le quotidien d'un village du Québec dans les années 1920. Les séquelles de la guerre sont visibles et le récit suit le parcours de Marie, une veuve qui essaye tant bien que mal de faire vivre une petite épicerie. L'hiver, la plupart des hommes partent couper du bois dans la forêt et ne reviennent qu'au printemps. Et voilà qu'un étranger au village, un homme venu de Montréal, qui a fait la guerre et qui connaît la France, vient au village et se met en tête d'y créer un restaurant gastronomique. Jalousies et incompréhensions se déchainent, surtout quand l'homme s'établit chez Marie. À travers cette chronique tendre de la campagne québécoise, Loisel et Tripp n'évoquent pas seulement la vie rurale des années 1920, mais aussi le statut des femmes, l'homosexualité, les querelles liées à la religion, l'irruption d'une modernité et les résistances qu'elle rencontre. Sans compter une dose de mystères et de secrets dévoilés petit à petit pour tenir le lecteur en haleine. C'est un véritable plaisir de se plonger dans ce monde populaire outre-atlantique.

S. P.



L'INTÉGRALE DE LA MUSIQUE DE PARIS DERNIÈRE/NAÏVE

Paris dernière, émission phare de câble pour dandy branchés, créé par Thierry Ardisson, possède au moins une immense qualité : sa bande sonore. Depuis près de quatorze ans, les ballades de trois animateurs successifs furent « ambiancées » par une sélection de reprises improbables des classiques « historiques » de la pop music ou des hits radios du moment. Le tout fut ensuite idéalement mis en valeur par une série de compilations, dont le septième opus offre l'occasion, Noël sert au moins à cela, de les réunir dans un coffret de 120 morceaux, en éditions limitées (sinon qui achète encore des disques ?). Dans ce déferlement de parodies de Britney Spears ou encore d'hommage jazzy aux Beastie Boys, surnage toujours des perles surréalistes tels qu'un *Shaft* à la sauce arabisante d'Isaac Hayes. On préférera d'ailleurs aux remix électro, un peu convenus et déjà trop entendus, les véritables « covers » comme la transfiguration rocailleuse de *Joe le Taxi* ou le easy listening velouté de *Barbie girl*. Les défenseurs de la francophonie y trouveront sûrement aussi matière à débat avec par exemple la reprise sensuelle et presque à l'identique, mais dans la langue de Molière, du *Ain't mountain High enough* de Diana Ross par Claudine Longet (pour mémoire, la jeune femme qui chante dans *The Party* de Peter Sellers). Mais personnellement, je ne me lasse pas du dépuçelage soviétique (avec chœur de l'Armée Rouge) de *Happy Together* par les Leningrad Cowboys.

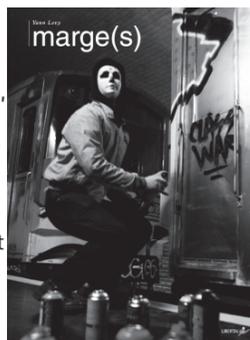
King Martov

MARGE(S)/Yann Levy/ÉDITIONS LIBERTALIA

Issu de la scène punk et libertaire, collaborateur à de nombreux journaux (des magazines classiques aux fanzines radicaux), le jeune photographe Yann Levy n'a jamais cessé d'élargir son champ de vision, pour saisir in situ, au gré de ses pérégrinations urbaines, skinheads antifa du RASH, musiciens underground, rappeurs conscients, grapheurs engagés, comédien(ne)s burlesques, filles tatouées, icônes queer, combattants free fight et autres vagabonds ou vétérans du temps présent. Son œil s'est ensuite décalé, au fil de périples s'immiscant des souterrains de la RATP aux appartements délabrés de Cuba, pour se porter en Ulster, cette guerre civile européenne sans fin, en Inde ou en Israël versus Palestine, où il shoote sous les lacrymos les manifs contre le Mur. Rassemblés en 200 clichés, la petite maison d'édition Libertalia nous propose

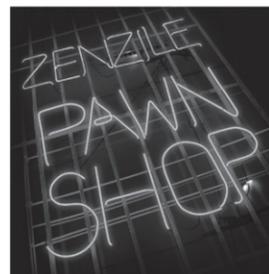
ainsi des fragments de notre histoire contemporaine, du clair obscur de la sueur des rings de banlieue aux yeux lumineusement tristes des gamins cramés de Derry, sans oublier les backstages héroïques de la culture populaire. Un mélange des genres et des sujets qui casse les habituelles représentations clivant militantisme et art en deux champs hermétiques, tout en reconnaissant la spécificité de chacun. Quand la curiosité se veut discours politique du regard.

King Martov



PAWN SHOP/Zenzile

Voilà tout juste dix ans que Zenzile (nom d'un poète sud-africain engagé contre l'apartheid), sévit sur la scène Dub française. Dès le premier titre *Histoire de papiers*, on retrouve Jamika au micro, une ligne de basse qui vous scotchera aux enceintes. Zenzile se joue des étiquettes et si la basse rappelle encore parfois les origines Dub du groupe, il est difficile de les classer derrière un genre et d'ailleurs pourquoi tenter de le faire ici. Que l'on soit plus porté par le rock, la pop, le reggae ou le trip hop, il y en a pour tous les goûts dans cet album. Tout en gardant cette sonorité qui fait du groupe angevin une des formations musicales les plus créatives de la scène indépendante française



(treize albums en dix ans !), Zenzile explore de nouveaux univers et nous surprend une nouvelle fois.

Le groupe est en tournée en ce moment dans toute la France, courez vers vos billetteries au plus vite. Un avant-goût de leur performance comme de leur album est disponible sur leur site : www.zenzile.com/

T.B.

INTER AVEC FIERTÉ

format idéal de 5,6 cm (à porter sur
 revers, un sac, ...), ce badge argenté
 vendu au prix de 2 euros, au profit
 la lutte contre le sida et contre
 rdre moral.
 us pouvez vous le procurer par
 rrespondance auprès d'Act Up-Paris :
 t Up-Paris
 C
 287
 525 Paris Cedex 11
 s frais d'envoi pour 1 badge sont de
 euro.



TURQUIE L'IMPASSE

Le mouvement contre la répression des Kurdes ne parvient pas à se lier au mouvement ouvrier turc.

DURANT ces deux dernières semaines, la Turquie a été une nouvelle fois ensanglantée en raison de l'absence de règlement de la « question kurde ». Ces événements sont avant tout notables en raison de la violence de cette « flambée » intervenant dans une période de relative accalmie. Ainsi on peut dénombrer onze morts en quinze jours.

Les émeutes ont commencé avec la revendication de meilleures conditions de détention pour le leader du PKK, Abdullah Öcalan, et ont continué avec la décision de la Cour constitutionnelle turque d'interdire le DTP pour ses relations avec le PKK à l'issue d'un procès entamé il y a deux ans. Une telle séquence ne peut être comprise que par rapport au projet « d'ouverture démocratique » du gouvernement visant la population kurde.

Conscient du coût de plus en plus élevé du statu quo de la « question kurde » et alarmé par l'échec de son parti dans les zones kurdes du sud-est aux élections locales de 2008, le Premier ministre Recep Erdogan a été contraint de prendre cette initiative sans réel projet de démocratisation approfondie du pays tout en essayant de retirer seul les bénéfices escomptés d'une telle opération. Cette « ouverture » a donc été initiée en ignorant le PKK, alors que les partis kurdes n'ont pas de légitimité propre ou de réelle autonomie politique. Or, justement, Öcalan soucieux de ne pas être mis sur la touche, a voulu faire la démonstration de poids. Cette démonstration a été confortée, si nécessaire, par l'épilogue de la fermeture du DTP, immédiatement « remplacé » par le BDP (Parti de la Paix et de la Démocratie), ce qui avait dans un premier temps poussé la vingtaine de députés kurdes à annoncer leur démission du Parlement, avant d'y renoncer sur ordre d'Öcalan. Les institutions turques et le PKK attisent une ethnicisation de la politique (avec un clivage turc/kurde) plus forte que jamais. Le racisme anti-kurde, l'oppression spécifique que subit ce peuple (malgré des évolutions récentes) ne peuvent être ignorés mais, les attaques contre des civils ou des appelés qui n'opèrent pas dans des zones de peuplement kurde endeuillent des familles du peuple et les rendent particulièrement réceptives au discours nationaliste turc exploité par l'opposition parlementaire (extrême droite et kémaliste). Ainsi, sans nier la légitimité des revendications kurdes ni atténuer les exactions de l'État turc, il est impossible d'ignorer l'actuelle responsabilité de la direction du PKK cherchant à ne pas être mis hors-jeu mais sans élaborer une alternative crédible ni avoir une politique de véritable rapprochement avec ce qui reste du mouvement ouvrier turc. La gauche, ultra-fragmentée, est incapable de répondre aux redoutables défis d'une telle situation. Alors que les émeutes des jeunes kurdes continuaient, des ouvriers ayant perdu leur emploi à la suite de privatisations manifestaient avec des drapeaux turcs tandis que les cheminots des grandes villes participaient à une grève très suivie. À aucun moment une jonction entre ces deux mouvements ne fut même envisagée, un résumé de l'impasse dans laquelle est engagée la Turquie...

Ümit Çirak

BOLIVIE EVO MORALES FACE À LUI-MÊME

Les dernières élections générales en Bolivie ont donné une écrasante majorité au président sortant Evo Morales, montrant ainsi qu'il continue de bénéficier d'un large soutien populaire.

Un pensait à tort que le résultat obtenu en 2005 par Evo Morales lors des élections de 2005, avec 53,7% des voix, constituerait un record à jamais gravé dans l'histoire de la démocratie bolivienne. Voilà que celui-là même que la majorité des médias occidentaux accusaient de conduire une « politique populiste » ayant pour effet de « diviser le pays », a récidivé avec plus de force encore, au terme des élections générales du 6 décembre dernier, en atteignant cette fois 63%. Loin d'avoir souffert de « l'usure du pouvoir » après quatre années de mandat, le chef d'État bolivien dispose désormais de la majorité au sein de la nouvelle Assemblée législative plurinationale, à la Chambre des députés comme au Sénat – ce dernier étant jusqu'alors aux mains de la droite. Sur-tout, l'hégémonie du Mouvement vers le Socialisme (MAS) paraît ne plus avoir de limites : s'il était encore possible, il y a quelques semaines encore, de décrire la Bolivie comme un pays « fracturé », en permanence « au bord de la guerre civile » entre l'Occident andin et l'Orient amazonien, la percée réalisée par le parti de Morales dans des régions qui lui sont traditionnellement hostiles, lui permet d'obtenir la majorité absolue dans les départements de Tarija et Chuquisaca, et d'atteindre des résultats allant au-delà des 40% à Santa Cruz notamment. La victoire du MAS et de Morales ne surprend que par son ampleur, tant ce succès était pronostiqué par tous les analystes politiques. L'opposition était divisée entre l'ex-préfet de Cochabamba Manfred Reyes Villa, un ancien militaire autrefois lié au parti du dictateur Hugo Banzer, et Samuel Doria Medina, un riche entrepreneur qui assumait les fonctions de ministre de l'Économie à la fin des années 1980, alors que la Bolivie achevait sa conversion au



Soutiens de Morales au moment des élections (REUTERS/IMAGES)

néolibéralisme. De campagne, il n'y eut pas vraiment. À cela, une cause toute politique : le vide programmatique d'une droite aujourd'hui cantonnée dans la dénonciation d'un supposé « totalitarisme du MAS », tout en s'engageant à conserver la politique de redistribution des richesses entamée par le gouvernement Morales. Mais aussi une cause somme toute plus banale : une désorganisation chronique de formations politiques qui ressemblent de moins en moins à des partis et de plus en plus à des fédérations hétéroclites de mécontents, dont les militants semblent peu disposés à engager de fortes sommes dans une bataille vue comme perdue d'avance. Ce que confirment les chiffres, Reyes Villa obtenant finalement, avec 27%, un score un peu plus élevé que ce qu'indiquaient

les sondages, et Doria Medina, avec 6%, voyant son groupe parlementaire réduit à néant. Le résultat atteint par le MAS place désormais Morales face à une série de défis, résumés en une formule répétée à plusieurs reprises par le président bolivien : « *Au cours de ces quatre dernières années, j'ai appris à gouverner. Maintenant, je veux faire fructifier cette expérience pour gouverner le pays pour les cinq années à venir.* » Face à une majorité si écrasante, reste à s'interroger sur la direction que prendra le « processus de changement » bolivien qui paraît enserré dans un horizon strictement « modernisateur ». Le programme présenté par le MAS, qui mêle nationalisme et productivisme, en est une illustration pertinente : modernisation économique, avec le « grand saut industriel » illustré par l'ex-

ploitation du lithium, du gaz et du fer ; administrative avec une nouvelle gestion publique, et une décentralisation poussée via les autonomies départementales et indigènes ; et étatique, avec une reconstruction des services publics. Pour autant, si la victoire de Morales est accueillie comme un triomphe populaire, il n'en demeure pas moins que l'ampleur de ce succès laisse pointer bon nombre de dangers (bureaucratisme, cooptation des mouvements sociaux, émergence d'une « droite endogène » bolivienne, etc.). Des risques qui, pour l'heure, n'entachent pas l'aura dont bénéficie le président qui reste plus que jamais le dépositaire des espoirs des secteurs les plus humbles de la population.

Hervé Do Alto

et aussi

POUR LA LIBÉRATION DE JAMAL JUMA. Dans la nuit du 15 au 16 décembre, l'armée israélienne a arrêté Jamal Juma à son domicile sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Jamal Juma est coordinateur de la Campagne palestinienne contre le Mur d'apartheid (Stop the Wall) et l'un des animateurs de la campagne internationale Boycott désinvestissement sanctions contre Israël (BDS). En quelques mois, c'est le troisième dirigeant reconnu de la société civile palestinienne qui est arrêté par Israël, après Mohammad Othman (Stop the Wall et BDS) et Abdallah Abu Rahmeh (figure de la lutte contre le Mur à Bilin). Cette campagne d'arrestations s'inscrit dans une stratégie israélienne de répression contre tous ceux qui continuent de lutter contre la colonisation et les expropriations. Ce sont aujourd'hui plus de 11 000 Palestiniens qui croupissent dans les geôles israéliennes, parmi lesquels des militants, des députés, des maires, et le jeune Franco-Palestinien Salah Hamouri.

EN GRÈCE L'AUSTÉRITÉ SAUCE PASOK NE PASSE PAS. Jeudi 17 décembre une mobilisation nationale a eu lieu avant le vote au Parlement d'un budget d'austérité. Le courant syndical du KKE (PC grec) l'a qualifiée de grève nationale bien que la GSEE (confédération, à majorité Pasok) n'y appelait pas. Si le courant syndical du KKE a voulu n'en faire qu'une opération anti-Pasok, la dynamique du mouvement dont l'initiative revient également à la gauche radicale, a été celle de revendications radicales (salaires, titularisations dans le secteur public). Quelques fédérations nationales (ouvriers du bâtiment, enseignement secondaire) ou locales (journalistes d'Athènes) ainsi que des unions locales de plusieurs dizaines de grosses villes appelaient également à la grève. À Athènes, la manif a été très grosse et combative. Bilan : une journée perçue non pas comme « anti-GSEE », mais comme l'exemple de ce qu'il faudrait faire. Et de fait, la GSEE, qui par ailleurs voudrait signer des accords sur des augmentations de

salaires dérisoires, déclare qu'elle appellera à la grève générale si on touche à la Sécu... ce que s'apprête à faire le Pasok !

HOUSTON GAY. Le 12 décembre a été élue à Houston Annise Parker, 53 ans, lesbienne, mère de trois enfants qui prend ainsi la tête de la 4^e ville des États-Unis (2,2 millions d'habitants), et marque symboliquement les évolutions en cours depuis quelques années. Alors qu'il y a encore peu de temps certains États dans le sud condamnaient la sodomie, la Cour suprême a déclaré illégales les lois homophobes (2003), cinq États ont légalisé le mariage homosexuel et une dizaine permet l'adoption. Pendant ce temps, en France, notamment, l'État maintient l'inégalité des droits (accès au mariage, à l'adoption, au don du sang, etc.), ce qui cautionne les discriminations du quotidien faites aux personnes LGBTI. La bataille pour l'égalité des droits doit continuer d'être liée à la bataille pour l'égalité réelle, contre les oppressions et les discriminations.



2009 LE GRAND BASCULEMENT...

À travers quelques dates marquantes ou significatives, nous revenons sur l'année 2009. Elle a été dominée par l'approfondissement de la crise globale et la mise en œuvre des plans de sauvetage du système financier pour rétablir les profits, au prix de nouvelles attaques contre les travailleurs et les peuples. 2009 marque le basculement du monde dans une crise chronique qui signe la faillite de la politique libérale et impérialiste des classes dominantes. Avec, en corollaire, une exacerbation des tensions dans les relations internationales, bouleversées par plus de vingt années de mondialisation capitaliste. On assiste à une montée du militarisme pour tenter de maintenir un ordre mondial de plus en plus déstabilisé par les rivalités entre puissances attisées par une concurrence économique acharnée en dépit des liens de dépendance économique tissés à travers le marché mondial. Jamais les dépenses militaires des États n'ont été aussi importantes depuis la fin de la guerre froide. 2009, c'est aussi l'année d'une nouvelle montée de la contestation sociale et politique. Des luttes des travailleurs aux manifestations de Copenhague, en passant par le Forum social de Belém, une nouvelle conscience internationaliste émerge...

3 janvier L'armée israélienne pénètre dans la bande de Gaza qui, depuis le 27 décembre 2008, subit un déluge de feu et de fer qui dure jusqu'au 18 janvier: 1387 tués dont 413 enfants et plus de 5000 blessés, des maisons, des hôpitaux et des écoles détruites... Ce déferlement de violence avec la « complaisance » des puissances impérialistes américaine et européennes a suscité indignation et manifestations dans le monde entier.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/TN)

20 janvier L'investiture de Barack Obama, 44^e président des États-Unis, met fin à l'ère Bush. Celui qui n'a pas eu un mot contre l'agression israélienne parle de coopération et de paix, mais derrière les symboles et les discours, se profilent les plans de sauvetage des banques et les renforts en Afghanistan, le redéploiement diplomatique et militaire qui vise à maintenir la domination américaine sur le monde.

20 janvier Après des semaines d'agitation, de grèves, de manifestations, débute la grève générale dirigée par le LKP en Guadeloupe qui paralyse l'île jusqu'au 5 mars, entraînant la Martinique et exerçant son influence jusqu'à la Réunion en passant par Paris.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/DR)

22 mars Au Salvador, Mauricio Funes, candidat du Front Farabundo Martí de Libération nationale, emporte l'élection présidentielle, première victoire de la gauche depuis la fin de la guerre civile en 1992.

2 avril G20 de Londres et sommet de l'Otan à Strasbourg du 3 au 5 avril, deux occasions pour le nouveau président américain de déployer sa propagande sur la nécessaire coopération entre les États, tant sur le plan financier et économique au sein du FMI que sur le plan diplomatique et militaire dans le cadre de l'Otan pour sauver le système financier et intensifier « la guerre juste » en Afghanistan. Deux moments forts aussi de la nouvelle contestation internationale à Londres comme à Strasbourg.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/QUENTIN G.)

26 avril La guérilla du LTTE, les tigres tamouls, décrète un cessez-le-feu unilatéral méprisé par l'armée sri-lankaise qui écrase, brise la résistance et ses dirigeants. La répression ne résout en rien l'injustice et la discrimination imposée à la minorité tamoule par les différents gouvernements soutenus par les nationalistes chauvins cinghalais depuis la fin de la domination coloniale britannique.

26 avril Début de l'offensive de l'armée pakistanaise dans la vallée de Swat, dans le nord-est du Pakistan, contre les talibans qui ouvre une nouvelle étape dans la crise régionale nourrie par la guerre engagée par l'Otan en Afghanistan.

13 juin En Iran, la victoire d'Ahmadinejad acquise par des fraudes massives et contestée par Moussavi provoque un mouvement populaire contre la dictature de l'État et des religieux. Si la répression a pu étouffer la contestation pour un temps, la crise du régime théocratique est ouverte.

28 juin Au Honduras, le général Roméo Vasquez déclenche un coup d'État militaire pour destituer le président Manuel Zelaya, arrêté puis expulsé. Pour la première fois en cinquante ans, un vaste mouvement populaire s'oppose aux putschistes. La complicité des USA est patente et s'inscrit dans une nouvelle offensive impérialiste en Amérique latine dont témoigne aussi l'implantation de bases militaires en Colombie.



(PHOTO THÉQUE.ORG/CATHERINE GÉGOUT)

30 juin Les USA retirent leurs troupes des grandes villes d'Irak à défaut de se retirer du pays. Le même jour un attentat dans la ville de Kirkouk fait 33 morts et 90 blessés, sanglant témoignage du climat de guerre civile, de chaos créé par l'occupation impérialiste.

5 juillet Début du soulèvement ouïghour à Urumqi contre l'oppression des minorités nationales, réprimé par le gouvernement central chinois: 200 morts et six Ouïghours et un Han sont condamnés à mort.

27 juillet En Chine, le patron d'une aciérie que le gouvernement voulait privatiser est battu à mort par des ouvrières, point culminant d'une vague de conflits ouvriers provoqués par le développement capitaliste de la Chine confronté à la crise mondiale.

20 août L'élection présidentielle en Afghanistan, considérée par les puissances de l'Otan occupant le pays comme la démonstration du bien-fondé de leur politique, tourne à la mascarade. Les fraudes massives imposent l'organisation d'un deuxième tour qui n'aura pas lieu, le concurrent de Karzaï, Abdullah Abdullah, se retirant devant le manque de garantie. Karzaï, l'élu de la fraude et de la corruption, sera désigné en novembre.

30 août 2009 Au Japon, victoire éclatante de la coalition formée autour du Parti démocratique du Japon (DPJ) à la chambre basse avec 308 sièges sur 480 (contre 112 auparavant). La défaite du Parti libéral démocrate (LDP), au pouvoir depuis 1955, est un véritable séisme politique. Elle s'explique par le profond discrédit qui frappait le LDP dont le tournant néolibéral en 2001 a profondément appauvri une partie de la population, accru le travail précaire dans des proportions inconnues jusqu'alors et menacé les pensions.

27 septembre Défaite du SPD aux élections législatives au Bundestag allemand qui paye sa participation à la grande coalition avec Angela Merkel et la CDU qui arrive en tête et peut former une coalition noire-jaune avec les libéraux. Au Portugal, le Parti socialiste perd la majorité absolue à l'Assemblée de la République.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

28 septembre En Guinée, la junte militaire de Moussa Dadis Camara, arrivée au pouvoir par un coup d'État en décembre 2008, se livre à un bain de sang contre l'opposition, faisant plus de 150 morts et 1200 blessés. L'impérialisme français porte une lourde responsabilité, lui qui a soutenu la junte alors que 70 groupes industriels français participent au pillage des richesses du pays.

2 octobre Irlande, nouveau référendum sur le traité de Lisbonne, pour effacer le non de 2008. Le oui l'emporte à plus de 66%, porté par la mobilisation du patronat et de toutes les forces institutionnelles pour imposer l'illusion que l'Europe serait la seule réponse à la crise.

5 octobre En Tunisie, Ben Ali est réélu avec 89,62% des voix à l'issue d'une mascarade soutenue par l'Europe. La répression se renforce contre les journalistes indépendants (Taoufik Ben Brik est condamné à six mois de prison et Zouheir Makhlouf condamné à trois mois), les syndicalistes étudiants de l'Uget sont déferés le 14 novembre devant des tribunaux. Malgré cela, la résistance des détenus, des femmes et des familles, la solidarité internationale, permettent le 5 novembre la libération conditionnelle des 68 prisonniers du bassin minier de Redeyef-Gafsa incarcérés depuis juin 2008.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

9 octobre Barack Obama prix Nobel de la paix. Quelques semaines plus tard, il décide l'envoi de 30000 hommes supplémentaires en Afghanistan pour « finir le boulot » et faire face à la crise ouverte par l'élection du fantoche Karzaï.



(REUTERS/JESSICA RINALDI)

14 octobre La FAO, l'agence de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, publie un rapport révélant que plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim dans le monde, soit un sixième de la population. En une seule année, 105 millions de personnes supplémentaires ont souffert de la faim. Condamnation sans appel de la mondialisation capitaliste et de la politique des multinationales de l'agro-alimentaire.

23 novembre Aux Philippines, le massacre de 57 personnes, dont de nombreuses femmes, et 30 journalistes, à l'occasion d'un conflit électoral par un « seigneur de la guerre » à l'encontre d'un clan rival dans l'île de Mindanao, a aggravé la crise du régime présidé par Gloria Arroyo.

7 décembre Ouverture du sommet de Copenhague qui s'avère être un échec. Aucun accord contraignant les puissances industrielles à diminuer fortement leurs réductions de gaz à effet de serre n'a été établi. Le blocage persistant des États-Unis a pu s'appuyer sur l'absence de volonté de l'Union européenne, chacun des deux préférant stigmatiser la Chine, qui a continuellement renvoyé la balle vers les États-Unis.

Les grands vainqueurs de ce sommet sont les multinationales et les lobbies industriels, qui vont pouvoir continuer à polluer, tout en profitant de l'aubaine créée par la finance carbone et les marchés de droits à polluer.

L'immense manifestation internationale du 12 décembre est un des nombreux signes d'une nouvelle mobilisation contre le capitalisme et ses ravages, mobilisation qui ne manquera pas de s'approfondir, de se radicaliser en 2010...



(STÉPHANIE CLAVERIE)



POUR UNE GAUCHE LIBERTAIRE ?

Réflexion en forme de proposition d'un jeune militant gardois
SÉBASTIEN LEVONIAN

PRÉFACE DE PHILIPPE CORCUFF
« PAROLES MILITANTES »

54 PAGES
5 EUROS



JEUNE militant du comité d'Alès du NPA, veilleur de nuit ayant arrêté ses études à 17 ans, Sébastien Levonian s'est progressivement constitué en autodidacte une culture philosophique marquée par la figure de Nietzsche. S'en dégage un « nietzschéisme » libertaire, radicalement à gauche. Dans la nouvelle polyphonie des radicalités dont le NPA s'efforce de constituer le creuset, Sébastien fait vibrer les sonorités anarchistes.

Face à la concentration économique du secteur de l'édition, il devient de plus en plus difficile de faire entendre de telles voix discordantes. Les comités du NPA du Gard ont alors décidé d'éditer son livre.

La sensibilité libertaire de Sébastien le rend attentif aux logiques de monopolisation du pouvoir : dans la société capitaliste comme dans des expériences pouvant se réclamer du socialisme. C'est également un problème appelant une vigilance particulière dans un parti comme le NPA. D'où sa perspective d'un « parti libertaire ».

Pour et dans ce « parti libertaire », la place de l'individu deviendrait aussi centrale, contre les réductions « collectivistes » portées par certaines pesanteurs traditionnelles à gauche. Un individu cependant inscrit dans un cadre collectif associatif : « une coordination des individualités ». Sébastien nous invite alors à une « dialectique du plaisir par la révolte et de la révolte pour le plaisir ».

Un enthousiasme qui nous change des attraits inversés d'un double repli frileux : sur les jeux politiques électoralistes ou sur la répétition de dogmes dans un entre-soi militant inaudible à l'extérieur.

Giorgio

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

GRAND EMPRUNT LA BOURGEOISIE EN TEMPS DE CRISE

Ces derniers temps, il a beaucoup été question du grand emprunt voulu par Sarkozy. Cette affaire est assez révélatrice de la situation dans laquelle se trouve la bourgeoisie de ce pays et de son plan de bataille pour nous faire payer les pots cassés de la crise économique.

L'aspect le plus important de l'affaire du grand emprunt de Sarkozy concerne la bagarre qui a lieu au sein de la bourgeoisie et de la droite depuis que le gouvernement a couru au secours des banques, menacées par la crise financière. Si en France, il ne s'est pas trouvé de fondamentalistes du marché, comme certains républicains aux États-Unis, pour soutenir que l'État devait laisser les banques à leur sort, un débat est ouvert depuis sur la façon dont il doit s'attaquer à la question des déficits publics et de la dette publique. Les critiques émises dans les médias sur le grand emprunt ont essentiellement émané de ceux qui prônent la nécessité de réduire les déficits publics au plus vite, adeptes d'une orthodoxie financière. En face, d'autres expliquent que les déficits ne sont pas nécessairement mauvais s'ils servent à relancer l'investissement et surtout s'ils peuvent permettre d'ajourner les explosions sociales qui accompagneront sans doute toute tentative de couper dans les budgets sociaux pour rétablir l'équilibre des finances publiques.

Cette opposition n'est pas du tout nouvelle. Elle resurgit à chaque fois qu'une crise économique frappe et qu'elle oblige la bourgeoisie et l'État à en imposer les frais à une partie des travailleurs et des petits capitalistes (en envoyant les uns au chômage et les autres à la faillite). Elle était à l'origine de la rupture entre Chirac et Giscard en 1976, de la bagarre dans le PS de la première moitié des années 1980 entre les protectionnistes (Chévènement et le PCF) et les modernisateurs (Delors, Fabius), de l'opposition d'une partie de la droite gaulliste au traité de Maastricht en 1992 et de la campagne de Chirac sur la fracture sociale en 1995. Mais invariablement depuis 1983, ce sont les orthodoxes qui l'emportent et avec eux les politiques de rigueur. C'est ce qui s'est passé encore cette fois puisque le montant du grand emprunt ne sera finalement que d'un tiers de ce qui avait été prévu au début.

Pourquoi est-ce important pour nous ? Simplement parce que cette bagarre au sein de la droite signifie qu'une crise majeure couve en son sein. C'est également ce qui se manifeste à travers les procès Clearstream, Pasqua et Chirac et la tentative de recréer un pôle de droite sociale autour de Villepin. Et chacun sait que lorsque l'ennemi est divisé, il est affaibli, et que nous avons le



potentiel de lui infliger des défaites en sautant sur l'occasion.

Mais il y a aussi une deuxième raison pour laquelle il est important de comprendre cet aspect des choses. Le fait que les adeptes de l'orthodoxie l'aient encore emporté signifie que la principale forme que prendra dans les mois à venir la tentative de nous faire payer les pots cassés de la crise sera une attaque féroce dans le secteur public, d'autant plus que Sarkozy a plusieurs fois répété qu'il n'augmenterait pas les impôts, histoire de rassurer les riches parmi son électorat. Sarkozy a aussi annoncé une conférence nationale sur les déficits et dénoncé la « folie fiscale » de la gauche dans les régions.

L'annonce des 34 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale, le mois dernier, est une petite partie de ce qu'ils comptent nous imposer, et rapidement. En effet, la flambée des déficits pèse lourd sur la capacité de l'État à disposer librement de ses ressources fiscales, puisque plus de déficits signifie plus d'argent public dépensé pour rembourser la dette et les intérêts. Mais pire encore, cela signifie que se profile le danger pour le gouvernement de devoir accepter des taux d'intérêts plus élevés pour toute dette qu'il cherchera à contracter dans l'avenir.

Cette pression pour réduire les déficits engendrés par les opérations de sauvetage des banques et les plans de relance ne s'exerce pas uniquement sur l'État

français mais sur pratiquement tout État européen. Le gouvernement britannique a récemment annoncé un effort massif pour diminuer ses déficits, ce qui inclut des réductions jusqu'à 15% dans certains domaines du secteur public. Le budget irlandais est encore plus dur. Et enfin, certains États comme la Grèce ont été clairement menacés par ceux qui font la politique monétaire de l'eurozone (en l'occurrence le président de la Bundesbank allemande) de faire le ménage dans leurs finances publiques d'ici un an ou bien d'en assumer les conséquences.

La conséquence en termes politiques de tout cela est que les explosions sociales liées à la crise sont encore devant nous. Encore une fois, il y a des précédents. La grande récession de 1974-1975 a ouvert une période de luttes dont les années 1978-1979 étaient l'apogée. La récession de 1992 a abouti aux grèves de novembre-décembre 1995. Il est fort probable que ce schéma se répète aujourd'hui, d'autant plus que l'ampleur de la crise actuelle est bien plus grande. À l'atonie sociale du printemps suivra une période tumultueuse. Il est difficile de dire avec précision quand il y aura explosion sociale. Mais vu les pressions subies par le gouvernement, cela semble inévitable.

Christakis Georgiou

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

LE VERT EST DANS LE FRUIT. B. D. (NORD) : Le fruit, c'est la belle et grosse pomme rouge, luisante, juteuse et sucrée du Capital dans laquelle mordent à pleines dents les orgiaques ripailleurs de nos sociétés de consommation effrénée. Le vert, ce n'est pas Borloo, l'alibi écologique de Sarkozy, ce n'est pas Copenhague, Kyoto, Rio où chaque dirigeant calcule ses hypothétiques efforts au service de la nature à l'aune du seuil des bénéfices en dessous duquel les sociétés industrielles ne consentiront pas à le suivre. Non, le vert, c'est la famine, la sécheresse, des régions condamnées à disparaître, des vies méprisées, l'ours polaire qui s'évanouit avec sa banquise. Le vert, c'est la prise de conscience de la destruction programmée et inexorable de l'homme par l'homme. Le vert, c'est la méfiance absolue qu'il ne faut cesser d'avoir envers tous ces Al Gore et autres écorigolos qui tentent de nous culpabiliser du mépris qu'ils ont eu, eux, depuis des décennies, de notre l'environnement. Le vert, c'est

enfin la couleur du désespoir car les grandes manœuvres danoises ne sont rien d'autre qu'un marchandage de dupes où s'établit, à grands coups de mauvaise foi, le degré acceptable de déification du Profit. Le vert, c'est également la couleur du dédain dans lequel on continuera à maintenir les régions les plus pauvres, les moins polluées pourtant mais, surtout, les plus sacrifiées. Paradoxalement, aujourd'hui, mieux vaut être pessimiste pour croire encore en l'avenir de la race humaine !

QUESTIONNAIRE TOUT EST À NOUS !
L'hebdomadaire *Tout est à nous!* existe depuis le mois de mars.
Il est temps d'en faire un premier bilan, sur le fond comme sur la forme. Afin d'améliorer cet outil militant indispensable, nous avons mis en ligne un questionnaire que vous êtes déjà près de 300 à avoir rempli, sans compter les plus de 150 questionnaires papier que nous avons reçus par courrier.
Si vous ne l'avez pas encore fait, profitez des congés (si vous en avez) de fin d'année, car vous avez jusqu'à la fin du mois de décembre pour y répondre. Vos réponses et commentaires nous permettront d'élaborer une nouvelle formule plus proche des souhaits de nos lecteurs.
www.npa2009.org/questionnaire



SERVICES PUBLICS FRONT UNITAIRE RIVE DROITE

Nous étions 65 militants du NPA, du PG, du PC, de la FASE et la GU à débattre le 15 décembre pour la « Défense des emplois et des services publics Rive droite » (quartiers populaires de la banlieue de Bordeaux), dont des élus et responsables CGT du secteur. Nous voulions donner une suite à la votation pour la Poste qui nous avait tous regroupés, pour agir ensemble sur les problèmes locaux des salariés et de la population. Deux réunions unitaires de préparation avec toutes ces organisations, ont abouti à un communiqué et à un tract commun diffusé ensemble sur le secteur. Le PC a introduit la réunion sur l'emploi, l'augmentation du chômage et des licenciements, en dénonçant l'argent pour l'argent. Il a défendu les

lois déposées au Parlement par le PC sur l'interdiction des licenciements, un pôle public financier, le Smic à 1600 euros et de nouveaux droits pour les salariés. Christine Héraud, élue NPA à Cenon, est intervenue sur les services publics à travers l'exemple local de la lutte victorieuse des salariés des centres de loisirs de sa commune. La municipalité de gauche, s'appuyant sur le droit européen, refusait d'appliquer le droit français qui, lorsqu'une délégation de service public se termine, oblige les repreneurs à garder les personnels. Christine Héraud a insisté sur la nécessité de se battre contre ces politiques d'abandon du service public et ces reculs, tous ensemble, salariés du public et privé, usagers, rappelant la nécessité d'être dans les institutions avant tout

pour y porter les revendications et les luttes des salariés et de la population. À plusieurs reprises dans le débat, les critères de gestion pour les services publics, comme le rôle des élus dans les institutions municipales ou régionales ont montré que ces questions font débat entre les différentes organisations. Sur les transports, la FASE a dénoncé les lignes à grande vitesse décidées sans concertation ni respect de l'environnement; un débat s'est engagé contre la « culpabilisation » au nom de l'écologie des salariés et de la population. Le point introduit par le PG sur les risques industriels a fait débat. En effet, une usine du secteur va produire du méthyl parathion, produit interdit de vente en France pour sa toxicité. Le conseil municipal de gauche de la ville concernée a hésité, avant de

refuser cette production, sous pression des riverains. Une camarade de la CGT chimie a interpellé les écologistes sur la nécessité de prendre en compte le problème de l'emploi des salariés de ces usines. Nous avons défendu la nécessité, comme pour les transports, du contrôle de la population et de ses organisations sur ce qui est produit, acheminé et comment. Ce premier débat, respectueux mais sans concession, aura une suite, les militants présents étant convaincus de la nécessité de se regrouper, d'unir nos forces pour mener les luttes locales comme nationales. Un militant du PG a conclu en disant: « ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous sépare ». À suivre donc!

M. Casanova, C. Héraud et M. Pont

et aussi

HALTE AUX POURSUITES CONTRE OMAR SLAOUTI. Omar Slaouti, tête de liste du NPA en Île-de-France aux dernières élections européennes, suite à une plainte pour « discrimination » déposée par le « comité de vigilance contre l'antisémitisme », a été convoqué au SRPJ de Versailles. Cette plainte fait suite à une initiative unitaire menée en direction du magasin Carrefour de Montigny-les-Cormeilles, le 9 mai dernier, dans le cadre de la campagne Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) contre l'État d'Israël, campagne de solidarité avec le peuple palestinien. Ces poursuites concernent également d'autres militant-e-s partie prenante de la campagne BDS, comme la sénatrice verte Alima Boumedienne. Ces tentatives de poursuite ont pour but d'intimider, d'entraver la campagne de solidarité avec le peuple palestinien, d'étouffer toutes les voix qui s'élèvent pour dénoncer le blocus et l'asphyxie des enclaves palestiniennes par l'État d'Israël, la poursuite de la colonisation, la complicité des firmes françaises qui font des affaires et des profits avec un État et un gouvernement israélien qui empêche la création d'un État palestinien. Le NPA, partie prenante de la campagne BDS, exprime tout son soutien à Omar Slaouti et aux militant-e-s poursuivis et exige l'abandon de toute poursuite à leur égard.

ÈVREUX: « NE PAS PAYER LEURS PROFITS! » Le comité NPA d'Évreux a organisé une réunion débat le lundi 14 décembre, sur le thème de la campagne « Nos emplois, pas leurs profits! ». À l'approche des élections régionales, les camarades ont choisi l'axe « économique », dénonçant les aides publiques aux entreprises qui licencient. Après les extraits du film *Argent public, prends l'oseille et tire-toi!*, les camarades syndicalistes de GSK-Évreux, Philips-Dreux et Renault-Cléon sont intervenus

pour illustrer la lutte contre les licenciements dans leurs entreprises. Manu Georget, délégué syndical chez Philips-Dreux, a relaté le combat des Philips contre la fermeture de l'usine. « À Dreux, il ne reste plus que 218 salariés et la fermeture du site est programmée pour février 2010. Philips veut délocaliser sur un site hongrois employant déjà 7500 salariés. » Martin a parlé de la grève d'une semaine initiée par les ouvriers de GSK contre les 800 licenciements. Gilles Cazin, responsable syndical chez Renault-Cléon, est intervenu sur les licenciements chez les sous-traitants et le chômage technique massif qui touche Renault. « Il reste 4 100 salariés chez Renault, contre 5 000 il y a quatre ans. Aujourd'hui, huit cents salariés sont en sureffectif, et on applique des mesures de chômage payé à 100%. » Un débat riche sur l'objectif possible et indispensable de l'interdiction des licenciements pour redonner confiance à la classe ouvrière. Les camarades syndicalistes ont démontré que les aides publiques servent aujourd'hui à licencier. Se battre pour la restitution de ces aides est aussi indispensable contre les patrons-voyous, comme le fait le comité d'Évreux. Le NPA se bat pour « l'interdiction des licenciements » et « la restitution de toutes les aides publiques ». « Nous défendons nos emplois, pas leurs profits », résumant Jacques-Louis Pérez et Nicolas Sudre, les militants à l'initiative de cette soirée.

PAS D'ARGENT PUBLIC POUR LE PRIVÉ. Lors du conseil municipal du 14 décembre à Pau, la majorité municipale PS/PCF a présenté une délibération visant à céder gratuitement un terrain municipal d'une valeur de 353 000 euros à l'Eisti, une école privée d'ingénieurs établie dans la ville, et à assumer le coût de la démolition des bâtiments vétustes occupant le terrain pour quelques dizaines de milliers d'euros sup-

plémentaires. Les jours suivants la presse locale se fait le relais d'une vague de protestation, notamment de la part du NPA et de deux syndicats, le Snesup et le Snasub. Le NPA interpelle les élus communistes par voie de presse en les interrogeant sur leur complicité et leur silence face à ce cadeau consenti avec de l'argent public en faveur d'une école qui ne s'adresse qu'à une minorité de familles privilégiées. Les réponses d'Olivier Dartigolles, élu paillais et porte-parole national du PCF, sont lourdes de sens. Il reproche au NPA d'être l'allié inconditionnel de la droite puisque nous avons le toupet de critiquer une mesure de droite votée par le PS et le PC. Comprendons que pour Dartigolles, celui qui reproche à la « gauche » de mener une politique de droite ne peut être qu'un supposé de Sarkozy. Le bon citoyen ne doit avoir le choix qu'entre voter pour un élu de gauche qui applique une politique de droite et un élu de droite qui applique une politique de droite! En outre, il précise qu'il ne s'agirait pas d'un « cadeau » à cette école privée, puisque selon ses propres termes, « si cette école choisissait de se livrer à d'autres activités que celle d'enseigner, la mairie pourrait récupérer le terrain ». On appréciera que le porte-parole national du PCF nous confie de façon assez affligeante que finalement il ne voit aucun mal à ce qu'une collectivité publique finance l'enseignement privé, allant jusqu'à assumer cette position publiquement. Les militants communistes apprécieront au même titre que tous ceux qui se battent pour défendre un enseignement public, laïc et gratuit! Par ailleurs, la clause restrictive évoquée par l'élue communiste n'est aucunement mentionnée dans la délibération soumise au conseil municipal.

Éric Schatz (NPA Pau-centre, ancien conseiller municipal à Pau).

TRÈVE DES CONFISEURS

Votre hebdomadaire *Tout est à nous!* interrompt sa diffusion pendant une semaine. Il n'y aura donc pas de numéro le 31 décembre. Rendez-vous le 7 janvier 2010. La rédaction souhaite à tous les lecteurs de passer de bonnes fêtes anticapitaliste, cela va sans dire.

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



Valeo **SOLIDARITÉ AVEC LES SALARIÉS CORÉENS**

Si, depuis le 30 octobre, le site de Valeo en Corée a été mis en liquidation, les salariés n'ont pas l'intention de se laisser jeter sur le carreau aussi facilement. Tout en organisant la résistance sur place, les syndicalistes sont venus demander des comptes aux décideurs, c'est-à-dire Renault et Valeo, en France. En effet, Samsung, principal client de Valeo Corée, fait partie du groupe Renault. Une fois de plus, un grand groupe automobile prend prétexte de la « crise » pour réorganiser son réseau de sous-traitants. Sans prendre en compte la situation des salariés licenciés, sans même faire semblant de respecter les règles et droits applicables en Corée. Depuis dix jours, une délégation de syndicalistes tente d'entrer en contact avec la direction du groupe, tout en

alertant salariés et syndicats : samedi 12 décembre, devant Beaubourg ; lundi 14, meeting des sans-papiers ; mercredi 16, distribution de tracts avec les syndicats aux salariés du Technocentre de Renault Guyancourt ; jeudi 17, rencontre avec les syndicats de Valeo du comité de groupe ; samedi 19 au matin, temps très frais mais ambiance chaleureuse sur le marché de Noël d'Amiens (Somme) avec les militants CGT et Sud de Valeo Amiens et une forte délégation des Continental : musique des militants coréens, vente de T-shirts, distribution de tracts. Puis animation devant le centre Renault des Champs-Élysées. Lundi 21 décembre, de retour sur les Champs-Élysées. Partout, la solidarité est au rendez-vous avec des promesses de retrouvailles en janvier.



19 décembre, Paris. La délégation des travailleurs coréens de Valeo manifeste devant l'atelier Renault, avenue des Champs-Élysées. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

OÙ EST JON ? Jon Anza, militant abertzale (nationaliste basque), a disparu le 18 avril dernier, au cours d'un voyage en train entre Bayonne et Toulouse. Des questions se posent : s'agit-il d'une arrestation clandestine ? D'un enlèvement ? D'un nouvel épisode de « guerre sale » comme à l'époque du GAL ? ETA a déclaré que Jon appartenait à l'organisation et que la police le savait. Pour la gauche abertzale, il s'agit d'un enlèvement politique dont sont responsables les gouvernements espagnol et français. Selon le journal Gara, Jon Anza aurait été séquestré par des policiers espagnols (des accords entre les États espagnol et français leur permettent d'exercer en territoire français). Jon serait mort au cours des interrogatoires et aurait été inhumé quelque part en France. Après de nombreuses

manifestations, dont celle de Saint-Jean-de-Luz le 19 septembre qui a rassemblé 2 000 personnes, un collectif s'est constitué à Bayonne pour exiger que lumière soit faite sur cette disparition. Face au manque de réaction des autorités françaises et espagnoles, le collectif a la volonté de mobiliser et de rompre le silence actuel. Des rencontres sont prévues au niveau hexagonal avec des journalistes, des hommes politiques, des juristes, également les partis politiques, les syndicats, les associations de défense des droits de l'homme... Il s'agit de faire connaître largement la disparition de Jon Anza, et d'exiger massivement que réponse soit donnée à la question : « Où est Jon ? ».

SANOFI EN GRÈVE.

Depuis le 10 décembre, 22 sites du groupe Sanofi-Pasteur sont en lutte pour les salaires. Le mouvement est fort à Marcy-l'Étoile, près de Lyon et à Val-de-Reuil (Eure), centre de production du vaccin contre la grippe, où le NPA a manifesté sa solidarité. Les salariés sont bien conscients des profits énormes réalisés par Sanofi-Pasteur cette année (8 milliards d'euros), alors que les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 23% et que 3 000 postes ont déjà été supprimés au sein du groupe. Ils réclament donc 3% d'augmentation, avec un minimum de 150 euros. La direction ne veut pas aller au-dessus de l'inflation et reste sourde sur les 150 euros, point essentiel, en particulier pour les ouvrières. Elle refuse aussi de payer les jours de grève qui doivent être récupérés. La grève, arrêtée le 18 décembre, reprendra donc le 4 janvier, mais cette fois avec blocage 24 heures sur 24.

SOUSCRIPTION 2009

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

WWW.NPA2009.ORG



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

Souscription

Objectif: 200 000 euros

Encore un dernier effort, l'ultime effort: trouver 70 000 euros en 7 jours.

Je sais, nous sommes anticapitalistes et non braqueurs. Mais combien d'entre nous ont fait comme notre ami Fred B. de L'Union (31) : envoyer à l'ensemble de son carnet d'adresses un petit mail appelant au don, qu'ils soient collègues, camarades, militants d'autres formations, syndicats, associations, parents (merci maman), etc. Si nous suivons tous cet exemple, nous toucherons plusieurs milliers de personnes en quelques heures. Et sur des milliers de militantes et militants, il y a bien quelques sous qui échapperont à la folie consumériste de Noël. Alors n'oubliez pas, les chèques doivent être datés au plus tard du 31 décembre 2009, reste à vous de nous les faire parvenir dans les premiers jours de janvier (jusqu'au 6 janvier au plus tard).

Comme je l'ai déjà écrit dans ces pages, une souscription se réussit toujours les derniers jours, à condition que toutes et tous, nous nous mobilisions dès maintenant pour atteindre les 200 000 euros. Alors je vous laisse à vos agendas et à vos chéquiers, pour un NPA libre et indépendant, qui devra crier

très fort dans son porte-voix pour convaincre et se battre contre les réformes que le gouvernement nous prépare l'an prochain. Les retraites, les lycées, la santé, les hôpitaux, auront besoin de toute notre énergie et de tous nos moyens, vu ceux que le camp d'en face met sur la table pour nous écraser.

Il en faudra des affiches sur les murs de nos quartiers, de nos villes, de nos campagnes. Et des tracts à la sortie des entreprises, des gares, des lycées, des facs, dans vos boîtes aux lettres, sur les marchés, partout où nous sommes et partout où ne devrions être.

Tout est à nous!, qu'il s'agit aussi, par cette souscription, de soutenir, aura besoin d'encre, de plus de moyens pour que sa nouvelle formule soit à l'image du questionnaire auquel vous avez répondu, et que ce journal soit également un outil efficace de partage, d'échanges et de combats.

Je vous souhaite donc de bonnes fêtes de fin d'année à toutes et tous, n'oubliez pas votre petit cadeau pour le NPA.

**Tout est à nous!
Même la souscription !**